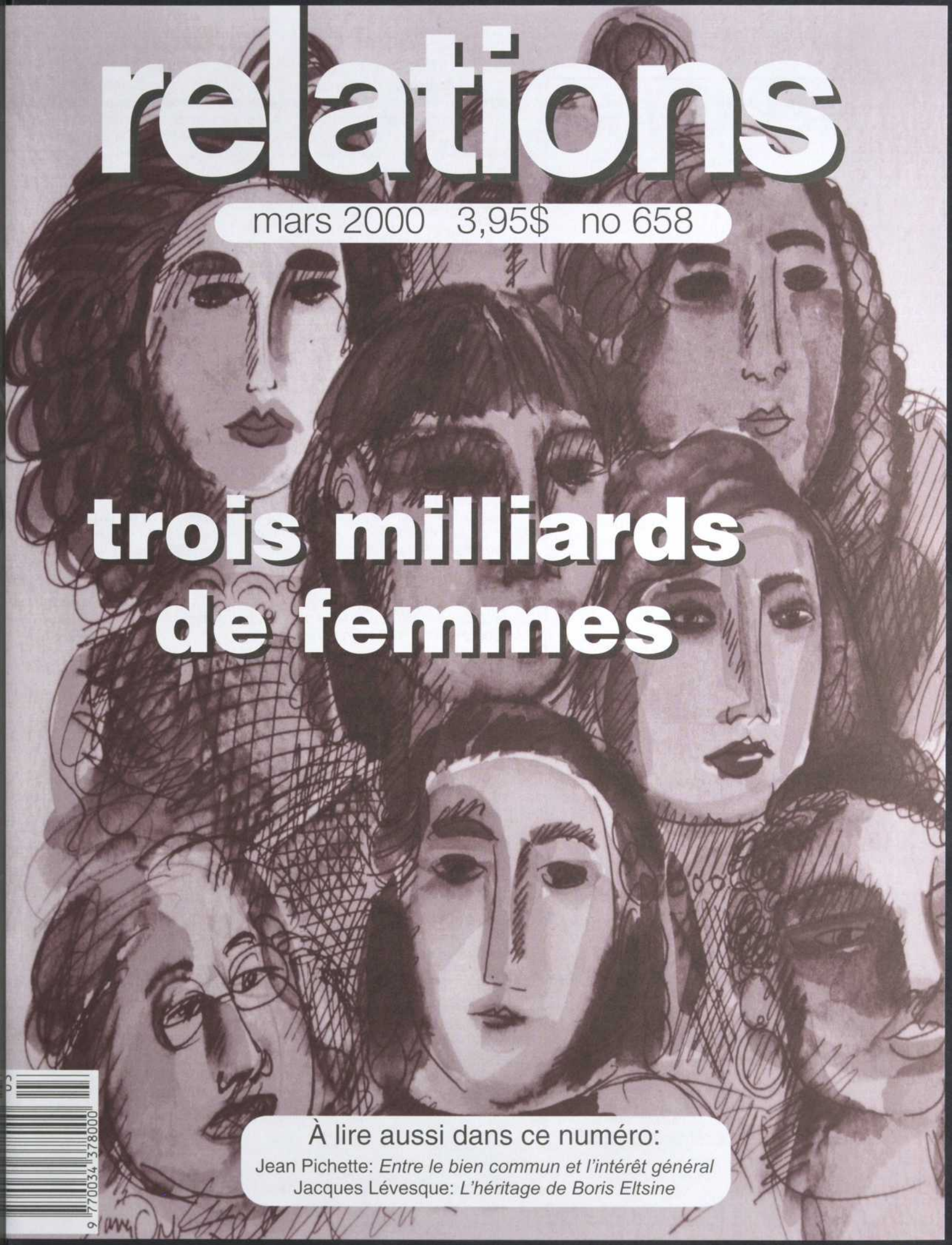




relations

mars 2000 3,95\$ no 658

trois milliards de femmes

À lire aussi dans ce numéro:

Jean Pichette: *Entre le bien commun et l'intérêt général*

Jacques Lévesque: *L'héritage de Boris Eltsine*



relations

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de chrétiens et de chrétiennes engagés dans la promotion de la justice.

DIRECTEUR
Jean Bellefeuille

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean Pichette

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION
Anne-Marie Aitken

ASSISTANT À LA RÉDACTION
Fernand Jutras

COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Jean Bellefeuille,
Normand Breault, Élisabeth Garant,
Joseph Giguère, Marie-Paule Malouin,
Françoise Nduwimana, Guy Paiement,
Francine Tardif

COLLABORATEURS

André Beauchamp, Michel Beaudin,
Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert,
René Boudreault, Raymonde Bourque,
Guy Dufresne, Jean-Marc Éla, Vivian
Labrie, Jean-Paul Rouleau

BUREAUX

25, rue Jarry ouest
Montréal H2P 1S6
tél.: (514) 387-2541
téléc.: (514) 387-0206

ABONNEMENTS
Hélène Desmarais

10 numéros (un an): 28,00\$ (taxes incl.)
Deux ans: 49,00\$ (taxes incl.)
À l'étranger: 29,00\$
Abonnement de soutien: 75,00\$
Visa et Mastercard acceptés

TPS: R119003952
TVQ: 1006003784

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repères* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes en s'adressant à *University Microfilm*, 300 North Zeeb Road, Ann Arbor Michigan 48106-1346 USA.

Envoi de Poste-publication - Enregistrement no 09261

Les maîtres du monde se sont réunis à Davos, en Suisse, à la fin du mois de janvier. Cette grand-messe annuelle réunissait pour une 30^e année grands chefs d'entreprise, experts économiques et chefs d'État ou de gouvernement. Cette année, Bill Clinton lui-même est allé prêcher sur la «montagne des vanités», pour reprendre l'expression de Lewis Lapham, du magazine *Harper's*. Le futur ex-président américain en a profité pour reprendre un mantra des bien-pensants de la mondialisation: il faut réduire les impôts.

Cette proposition n'a bien sûr surpris personne. Au même moment, de ce côté-ci de l'Atlantique, une nouvelle formation politique - l'Alliance canadienne - se constituait pour permettre le retour de la droite au pouvoir, et elle entérinait aussitôt l'idée d'un taux d'imposition unique de 17%. Le ministre des Finances du

LE CHOEUR DES MAÎTRES

gouvernement de «gauche» (sic), Paul Martin, a bien sûr rejeté cette proposition, non sans ajouter que la diminution du fardeau fiscal des contribuables canadiens demeurerait pour lui un objectif important. Plus près de nous encore, le vice-premier ministre Bernard Landry ne manque jamais une occasion de répéter que les baisses d'impôts demeurent également une priorité pour le gouvernement du Québec: la consultation sur la fiscalité qu'il lançait l'année dernière portait d'ailleurs explicitement sur «la réduction de l'impôt des particuliers».

Cet appui massif à l'idée d'un allègement du fardeau fiscal s'inscrit dans le programme plus vaste d'une «rationalisation» des activités de l'État, de plus en plus perçu comme un pourvoyeur de services parmi d'autres, pouvant donc être déclassé lorsqu'il est moins efficace que ses «concurrents» du secteur privé. Dans cette optique, il n'est pas étonnant de retrouver dans un même forum politiques, banquiers et autres gens d'affaires soucieux d'assurer la pérennité d'une logique économique et financière qui ne cesse de creuser les inégalités. Et il ne faut pas se surprendre que le ministre Landry se soit réjoui que le Québec ait pu compter, à Davos, sur de grandes entreprises, telles que Paccar, Bell Helicopter et ABB, qui sont pour nous «des ambassadeurs sérieux et crédibles»!

Est-ce à dire que ces apôtres de la «bonne nouvelle mondialisée», dans sa version libérale la plus étroitement mercantile, sont désormais les seuls maîtres du monde? Une chose est en tout cas certaine: tout n'est pas noir d'un côté et blanc de l'autre. Le gouvernement financier qui trône, dans les faits, sur le monde ne saurait se passer entièrement de notre appui, qu'il vient d'ailleurs de solliciter pendant la campagne annuelle des REER. Ainsi, chaque année, les fonds communs de placement et autres mécanismes financiers de l'économie virtuelle se gonflent de l'avoir des épargnants, petits ou grands. Les fonds de pension publics ne suffisent plus, dit-on. Mais alors, ne faudrait-il pas penser à les renflouer plutôt qu'à nourrir l'économie-fiction?

Après tout, il est toujours possible de faire entendre une note discordante dans le chœur des maîtres du monde.

Jean Pichette

face à l'actualité

avec Stéphanie Arsenault, Gregory Baum, Céline Dubé,
Élisabeth Garant et François Rocher

LES CONDITIONS GAGNANTES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

**Un projet qui révèle
des compréhensions différentes de la démarche souverainiste!**

Avec le dépôt à la Chambre des communes de la *Loi donnant effet à l'exigence de clarté formulée par la Cour suprême du Canada dans son avis sur le Renvoi sur la sécession du Québec*, nous revoilà plongés en plein psychodrame constitutionnel.

Le gouvernement du Québec a réagi comme tous les observateurs s'y attendaient: en déclarant que seule l'Assemblée nationale pouvait décider de la nature de la question à poser lors d'un prochain référendum portant sur l'avenir politique du Québec, et que fixer la barre à plus de 50 pour cent plus 1 représentait un accroc de taille à la démocratie. Pour sa part, le gouvernement fédéral a justifié son projet de loi en disant vouloir se conformer à l'avis émis par la Cour suprême, en août 1998.

En fait, il s'agit de la collision de deux approches se réclamant chacune de leur propre légitimité. Le titre du projet de loi illustre à merveille la nature du débat politique et la rhétorique politicienne qui l'alimente. Il s'agit d'une législation portant sur la *clarté*. Il s'oppose à toute démarche qui serait, aux yeux du gouvernement fédéral, jugée *ambiguë*.

En d'autres termes, il s'agit de codifier la vertu. Or, si nul ne s'est jamais fait le porte-parole de la confusion dans le camp souverainiste, on ne saurait être insensible à l'utilisation du vocabulaire: s'opposer au projet de loi fédéral, c'est en quelque sorte s'opposer à une démarche *claire*, portant à la fois sur la question et la majorité requise, ce qui contribue évidemment à mettre les détracteurs de l'initiative fédérale dans l'embarras. Au

plan de la propagande politique, force est d'admettre que le gouvernement fédéral part avec une longueur d'avance. Poser la question en ces termes ne mène qu'à une bataille portant finalement sur la légitimité de la démarche devant conduire à la souveraineté du Québec.

Mais il y a plus. Les réactions que le dépôt du projet de loi a soulevées dans le reste du Canada sont révélatrices de la compréhension différente qui y prédomine à l'endroit de la démarche souverainiste. Deux aspects retiennent particulièrement mon attention.

D'abord, depuis la création du Mouvement souveraineté-association jusqu'au référendum de 1995, l'idée d'une association politique et économique, bien qu'adoptant des formes différentes selon les époques et les acteurs politiques, a toujours été le corollaire de l'idée de souveraineté. Cette idée était au cœur de la question référendaire de 1980, alors que celle de 1995 faisait état d'un partenariat à être négocié avec le Canada. Pour les Québécois, souverainistes ou non, cette dimension a toujours été présente et, me semble-t-il, comprise. Dans le reste du Canada, il en fut tout autrement. L'idée de partenariat a été et est toujours perçue comme une astuce pour accroître le nombre de votes en faveur de la souveraineté. Cela a fait dire à P. E. Trudeau que «si vous frappez à la porte de la souveraineté-association, il n'y a pas de négociations possibles». Dans le même esprit, Jean Chrétien dénonçait le caractère ambigu de la question de 1995, puisqu'elle ne portait pas exclusivement sur la souveraineté ou la «séparation». La réception quasi-unanime-

ment positive du Canada anglais au projet de loi sur la *clarté* renforce la perception selon laquelle les souverainistes sont des magouilleurs.

L'autre dimension qui a toujours profondément irrité le reste du Canada était le fait qu'il percevait l'approche québécoise comme unilatérale. La souveraineté du Québec modifierait le régime politique canadien sans que les Canadiens aient eu leur mot à dire. Ils devraient accepter une décision sans avoir eu l'occasion de se prononcer sur elle. Dans cette perspective, on comprend mieux pourquoi ils apprécient particulièrement les conditions posées par le projet de loi sur les conditions qui permettraient la tenue d'éventuelles négociations. Ils croient que l'approche mise de l'avant par Messieurs Chrétien et Dion est juste à leur endroit. Elle rétablit un équilibre qui, à leurs yeux, faisait cruellement défaut.

Le gouvernement fédéral et le reste du Canada ont été embêtés par l'avis de la Cour suprême qui établissait que le gouvernement fédéral aurait une obligation constitutionnelle de négocier les termes de la souveraineté. Pour se dégager éventuellement de cette obligation, il fallait encore pouvoir en trouver le moyen qui, à leurs yeux, respecterait l'avis émis par la Cour. L'insistance que celle-ci a mise sur la nécessité d'obtenir une «expression claire, par une majorité claire de Québécois, de leur volonté de ne plus faire partie du Canada» (art. 151) a ouvert la porte à l'initiative fédérale.

Par-delà le fait que le projet de loi interprète à sa manière l'avis de la Cour suprême et que l'on peut s'interroger sérieusement sur la validité de cette interprétation, il n'en demeure pas moins que le gouvernement fédéral a apaisé les craintes qui se sont manifestées dans le reste du Canada à l'endroit du projet souverainiste. La question posée aux Québécois ne pourrait inclure une référence à la notion d'association ou de partenariat, et le gouvernement fédéral se réserve le droit de juger de l'importance de la majorité et des circonstances dans lesquelles elle a été obtenue (ce qui, avouons-le, n'est pas très clair).

L'accueil enthousiaste du reste du Canada à l'endroit du projet de loi démontre que ce dernier l'a passablement rassuré sur son propre avenir. Il est venu conforter une impression largement répandue selon laquelle, si la question ne devait porter que sur la souveraineté, celle-ci ne surviendra jamais. Car même en cas de victoire du camp souverainiste, le reste du Canada pourrait toujours contester la majorité obtenue. En somme, il vient d'obtenir l'assurance que le Québec ne parviendra jamais à réunir les conditions lui permettant d'accéder à sa souveraineté. Dans leur perspective, il y a donc tout lieu de célébrer. Voilà l'occasion de remettre le Québec à sa place avec, en prime, la possibilité de faire la démonstration de la supériorité démocratique du Canada sur le Québec! ■

François Rocher

Département de science politique, Carleton University

UN SOMMET DE LA JEUNESSE À LA SAUCE MEXICAINE

Il y a bien des manières de convoquer la jeunesse au débat de société...

«**A**u Mexique, la *fiesta* n'est jamais bien loin et on y fait les choses en grand», nous ont vite précisé ceux qui nous accueillent! C'est donc à grands déploiements de fanfare, de pétards, de piscines, de pistes de danse et de sommités latino-américaines que le Mexique a reçu, en novembre dernier, près de 2000 jeunes d'une cinquantaine de pays à l'occasion de son «Sommet mondial de la jeunesse pour une culture de la paix à l'aube du troisième millénaire» qui se tenait à Oaxtepec, dans l'état de Morelos.

L'UNESCO appuyait financièrement l'initiative de l'Institut mexicain de la jeunesse (IMJ) de réunir 2000 (le chiffre de l'heure!) jeunes protagonistes de la paix dans leurs milieux respectifs, afin qu'ils réfléchissent ensemble sur les différentes composantes nécessaires à l'établissement d'une culture de la paix et de la non-violence dans le monde. Les trois quarts venaient des quatre coins du Mexique, l'autre quart des quatre coins de la planète. Succès logistique et organisationnel presque impeccable! Accueillir, loger, nourrir, divertir autant de jeunes sans aucune anicroche n'est pas chose évidente pour quelque organisation que ce soit. L'IMJ peut revendiquer cet exploit et cela lui a suffi pour considérer l'événement comme une grande réussite!!

Succès plus mitigé, cependant, pour la participante que j'étais, en tant que membre de la délégation québécoise. Une certaine partie seulement des personnes invitées étaient véritablement engagées dans une organisation ou un groupe travaillant pour la paix, dans différents milieux et régions du pays et du monde. Le chiffre magique du 2000 a été atteint à grand renfort de jeunes collégiens mexicains, bien heureux de passer une semaine de plaisance, gracieuseté du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) et de l'UNESCO. Un petit sondage à la volée, en début de Sommet, nous a permis, à mes compatriotes et à moi-même, de constater que la plupart des participants, mexicains ou étrangers, ne savaient pas véritablement ce qu'ils faisaient là! Ce n'était d'ailleurs pas très clair pour nous.

Le programme proposé pour ces trois jours de sommet comportait trois activités festives pour un atelier de travail! Je m'attendais à la proportion inverse! En fait, les ateliers de réflexion pour lesquels nous avons fait le voyage étaient optionnels, au même titre que la baignade, la danse, la gymnastique et l'artisanat, toujours simultanément offerts! Bien des participants ont profité à souhait des facilités récréatives offertes bien plus que des espaces de réflexion peu attrayants lorsque le soleil plombe sur la piscine à la vue! La fête n'est-elle pas un excellent moyen de fraterniser et de se trouver beaux et fins!

Pourtant, la qualité des personnes ressources et des invités de marque n'était pas à discuter. Notons seulement la présence de Rigoberta Menchu Tum, prix Nobel de la paix en 1992 et de Teresa Inchaustegui, docteure en science politique et spécialiste de l'équité entre les sexes au Mexique. Les thèmes présentés, au nombre de quinze, étaient tout aussi intéressants. La construction de l'équité entre les sexes; la revalorisation de l'être humain; notre responsabilité devant l'environnement; la globalisation de l'économie et l'affaiblissement des institutions; les situations de guerre et les réfugiés dans le monde en sont quelques exemples. Les allures de grande foire que prenait le site donnaient cependant du fil à retordre à qui voulait se convaincre que ce sommet pourrait avoir un aboutissement sérieux ou des répercussions significatives.

Malgré les réserves émises plus haut, la sauce mexicaine à laquelle était concocté ce sommet nous a tout de même permis de tirer grand profit de l'expérience. Nous avons pu percevoir quelques rouages de la politique mexicaine alors que le PRI, au pouvoir depuis 70 ans, tente de se redorer le blason devant une jeunesse non acquise à sa cause, celle de sa réélection. La

présence de participants d'Afrique du Sud, du Sahara occidental, du Pérou, de la Suède et de bien d'autres pays nous a permis de vivre des échanges extrêmement riches et de tisser des liens à consolider dans le futur. Le dynamisme et le sens de l'initiative des Québécoises ont suscité des rencontres complémentaires autour d'activités relatives à la Marche mondiale des femmes de l'an 2000, à la démarche du sommet qui se prépare au Québec ou encore à des initiatives particulières dans le domaine de la paix dans divers pays.

Il semble donc que le Québec ne soit pas seul à considérer opportun de convoquer sa jeunesse au sommet de son débat de société. De tels déploiements d'énergie, de temps, d'efforts et d'argent en valent-ils la chandelle? Le *Sommet du Québec et de la jeunesse* sera sans doute moins festif, plus austère et beaucoup plus sélectif quant aux participants convoqués à la table, mais notre cirque en est-il plus démocratique? Quelles sont donc les retombées que l'on peut attendre de ces événements? Et surtout, quels intérêts y poursuit-on vraiment? ■

Stéphanie Arsenault

Stagiaire au Centre justice et foi

MARGUERITE BOURGEOYS, UN COEUR QUI BAT TOUJOURS

On ne peut rejoindre les pauvres sans partager leurs conditions de vie

Trois cents ans après sa mort¹, Marguerite Bourgeoy vit toujours dans nos quartiers montréalais et dans les engagements multiples des Québécoises. Il en faut de l'audace pour organiser la Marche mondiale des femmes de l'An 2000, il en faut du courage pour porter au Parlement une Loi pour l'élimination de la pauvreté, il en faut de la foi et de la clairvoyance pour s'engager dans le quotidien avec les personnes exclues de cette société.

Rappeler l'action de la fondatrice de la première école de Ville-Marie (le Montréal actuel), c'est nous stimuler ensemble à nous serrer les coudes pour changer, dans notre monde, les situations d'injustice, d'oppression et d'exclusion. Au moment où nous repensons notre système éducatif, et plus particulièrement, la place de la religion à l'école, peut-elle nous inspirer? Retenons quelques intuitions de cette pionnière venue de la France avec Maisonneuve, Jeanne Mance, avec ces femmes et ces hommes bien décidés à bâtir un «Nouveau monde».

Inspirée par le renouveau religieux de la France du XVII^e siècle, Marguerite croyait à cet «esprit universel pour travailler en toutes manières à secourir le prochain sans s'imposer de

bornes²». Cette femme inventive savait trouver les moyens de répondre aux besoins des colons et des filles du Roi qui étaient venus en Nouvelle-France pour «faire des familles». Respectueuse de la diversité, elle incitait ses soeurs à ne pas imposer les coutumes européennes aux enfants amérindiens qui fréquentaient la mission de la Montagne. L'étable-école demeure un symbole de cette vie enracinée dans la simplicité et la solidarité: il en a fallu des heures de corvée pour nettoyer et aménager cette première salle de classe et, à l'étage, le logement des premières maîtresses d'école de Montréal!

Mais comme les femmes d'aujourd'hui, Marguerite savait que ces gestes quotidiens nourrissent le rêve de la transformation sociale en rassemblant les gens autour d'un objectif commun. Tisser communauté demeurerait sa priorité. Elle a aussi expérimenté l'égalité des femmes et des hommes et la collaboration des clercs et des laïques dans «la propagation de la foi». Patricia Simpson l'affirme: «L'importance des laïcs et des femmes dans les commencements de Montréal ne fut pas seulement un accident historique, le résultat d'une interaction entre les personnalités impliquées et l'évolution des événements après la fondation, même si ces deux facteurs y ont joué un rôle, mais cette importance faisait partie de l'inspiration originelle³».

Révolutionnaire, Marguerite l'était à plusieurs points de vue. Pour assurer la pérennité de l'éducation, elle voulait une congrégation de «filles séculières, sans voile ni guimpe», qui vivraient, non pas séparées mais au milieu des gens ordinaires, partageant leurs souffrances et leurs épreuves, comme leurs espoirs et leurs rêves. Innovatrice, Marguerite l'était dans cette intuition car, à

1. Le 12 janvier 2000 a marqué le 300^e anniversaire de la mort de Marguerite Bourgeoy. Une fête populaire s'organise pour le 17 juin 2000, à la Pointe St-Charles, Montréal.

2. Patricia Simpson, *Marguerite Bourgeoy et Montréal 1640-1665*, traduction: Simone Poissant, McGill-Queen's University Press, Montréal et Kingston - London - Ithaca, 1999, p. 78.

3. *Ibid.*, p. 75.

l'époque, une communauté non cloîtrée était impensable. Jusqu'au bout, elle tiendra tête à Mgr de St-Vallier qui aurait voulu intégrer la congrégation aux Ursulines de Québec. Son approche éducative l'exigeait; on ne peut rejoindre les plus pauvres sans partager leurs conditions de vie.

Déjà, sur le *Saint-André*, Marguerite et ses compagnes n'avaient pas accepté de privilèges: elles s'accommodaient des conditions de voyage du groupe des femmes qui venaient à Montréal. Ici elle se fera proche de ces filles du Roi, vivant parmi elles, malgré le mécontentement de ses soeurs. Pour les membres de sa congrégation, elle requiert l'égalité entre toutes, car les soeurs ne doivent pas reproduire les distinctions et les hiérarchies de la société qui les entoure. Toutes jouent un rôle important dans l'action apostolique éducative, qu'elles enseignent dans une classe ou qu'elles accomplissent des tâches rendant possible la gratuité de l'éducation offerte aux enfants de la Nouvelle-France.

Dans ses *Écrits*⁴, elle rappelle que «la supérieure doit faire de concert toutes les choses générales» et «il faut que toutes les soeurs soient égales...: que la supérieure puisse être cuisinière

et la cuisinière, supérieure, si elles en sont capables». Marguerite rejetait les marques d'honneur et les privilèges pour elle-même et sa congrégation, ce qui était en contradiction manifeste avec les usages et les coutumes de son temps.

Dynamisées par une spiritualité incarnée, Marguerite et ses soeurs honorent la vie «voyagère» de Marie, sa vie «conversante» avec le prochain. A-t-elle perçu, dans l'iconographie religieuse de sa ville natale de Troyes, que Marie n'est pas représentée seule? En effet, avant le XIX^e siècle, Marie est toujours présentée en relation avec d'autres personnages, et presque toujours dans une attitude qui exprime un lien d'affection. La Marie de Marguerite Bourgeoys est celle de la vie quotidienne de toutes les femmes, préoccupées de la vie à donner, à protéger et à nourrir, pour une dignité et une liberté qui sont une Bonne Nouvelle aujourd'hui. ■

Céline Dubé

4. *Les Écrits de Mère Bourgeoys*, p. 247 (ouvrage disponible au Musée Marguerite-Bourgeoys dans le Vieux Montréal).

LA FRANCISATION DES IMMIGRANTS: UNE NOUVELLE APPROCHE

Une perspective de décentralisation des services d'accueil. Encore faut-il se donner les moyens de sa mise en oeuvre.

En novembre dernier, M. Robert Perrault, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI), présentait les grandes lignes d'une réforme en matière d'intégration des immigrants. Il annonçait notamment la création des Carrefours d'intégration, visant à décentraliser les services d'accueil et d'établissement pour les rendre plus proches des milieux de vie des nouveaux arrivants. Dans l'île de Montréal, cela implique l'ouverture de quatre carrefours, répartis selon les territoires des commissions scolaires francophones. Dans les autres régions, la mise en place des carrefours devrait traduire davantage une reconnaissance des orientations prises au cours des dernières années. Les services d'accueil et d'établissement deviendraient ainsi des ressources multiples, permettant au nouvel arrivant de s'approprier plus concrètement les réseaux et les structures d'un milieu, afin d'y contribuer progressivement.

Le ministre dévoilait, en finale, ses intentions concernant la nouvelle offre de service en francisation et confirmait la fermeture des COFI actuels. Des constats importants, comme le 40% des nouveaux arrivants adultes allophones non rejoint par les services actuels ou le pourcentage élevé des abandons en cours d'apprentissage dans les COFI, avaient amené le gouvernement à faire une évaluation de l'effort de francisation. En février 1998, le groupe de travail Paradis déposait un rapport sur la francisation au MRCI et faisait des recommandations pour en améliorer les services. Les propositions du rapport¹ firent l'objet de consultations publiques à la fin du printemps et d'orientations gouvernementales par le ministre de l'époque, M. André Boisclair, en

septembre de la même année. Le ministre Perrault reprend plusieurs de ces orientations en les situant dans le cadre plus large de l'intégration des nouveaux arrivants.

Le français demeure donc un outil fondamental à maîtriser, mais en complémentarité avec d'autres moyens visant à soutenir la participation civique des immigrants. Les lieux où se dispenseront les services en francisation devront donc respecter cette double perspective en offrant des activités d'usage autant que d'apprentissage. La proximité physique des lieux d'apprentissage, mais aussi la proximité avec les intérêts et les compétences des nouveaux arrivants deviennent alors fondamentales. Compte-tenu du profil de scolarité élevé d'une composante croissante de l'immigration (plus de 60% ont une scolarité post-secondaire), les institutions collégiales et universitaires seront donc appelées à jouer un rôle accru comme instance de francisation. Cette perspective obligera les commissions scolaires à repreciser leur clientèle et à négocier leur part du gâteau avec le MRCI, dans les prochains mois. Enfin, un effort important pour assurer des cours de langue en milieu de travail est inscrit parmi les priorités, mais les modalités n'en sont pas vraiment précisées.

L'annonce du ministre confirmait aussi que le milieu communautaire continuerait à être un partenaire de la francisation. Les

1. *Pour une francisation et une insertion sociale et économique réussies des nouveaux arrivants et des non-francophones*, par le Groupe de travail externe sur la révision de l'offre de service en francisation, février 1998, 84 p.

orientations de 98 avaient remis en question leur contribution et plusieurs démarches avaient été faites auprès du ministre et des instances du MRCI pour faire reconnaître la compétence et l'apport spécifique de ce milieu. Une étude², publiée en août 99 par «Immigration et métropoles», sous la direction de Christopher McAll, a même été demandée par les organismes afin de préciser la contribution du communautaire et définir le modèle de francisation qui s'y réalise. Les orientations annoncées visant à étendre, à tous les services, l'approche globale en francisation déjà mise de l'avant par le milieu communautaire a donc bénéficié de ces démarches.

Cependant, plusieurs questions importantes restent sans réponse dans l'annonce du ministre. Tout d'abord celle du financement de cette nouvelle offre de service. Actuellement, environ 50 millions sont consacrés annuellement à la francisation. Ce montant a souvent été jugé non proportionnel à l'importance que le discours politique accorde à la francisation des immigrants. Aucun chiffre n'accompagne l'annonce de la réforme. Pourtant la multiplication des parcours, l'ajout d'activités d'intégration à l'apprentissage, les allocations aux nouveaux arrivants à qui on veut étendre les services exigeront des ressources adéquates.

2. *Le milieu communautaire et l'approche intégrée en francisation: un modèle à reconnaître* par Christopher McAll, Véronique Baudoin et Nathalie Freitag, Immigration et métropoles, août 1999, 60 p.

Sinon, le discours du ministre ne restera qu'un énoncé de principe intéressant, mais inapplicable.

D'autre part, le manque de passerelles entre les différents secteurs impliqués dans la francisation ou l'incohérence du système actuel ne sont pas repris par M. Perreault. C'est pourtant une des critiques importantes faite par le groupe de travail et reconnue par le ministre Boisclair en 1998. Les services risquent à nouveau de se réaliser en parallèle, de se dédoubler ou de se partager une même clientèle si un mécanisme de concertation n'est pas mis en place.

Enfin, le ministère vise à rejoindre 75% des nouveaux arrivants admissibles à la francisation. L'orientation vers une politique de proximité des services, l'offre de nouveaux parcours et l'extension de trois à cinq ans après l'arrivée sont utiles, mais ne suffisent pas. Les contraintes économiques vécues par les nouveaux arrivants sont souvent des obstacles majeurs à la francisation. Des mesures de soutien financier accru seront nécessaires, entre autres pour de nombreuses femmes immigrantes avec enfants, qui ne sont pas admises dans les programmes actuels.

La mise en oeuvre des orientations reste à être précisée concrètement. C'est elle qui nous permettra de pouvoir apprécier la portée réelle des changements envisagés à la francisation. Le dépôt des nouveaux programmes, prévu pour le mois de mars, est donc une affaire à suivre... ■

Élisabeth Garant

LE PAPE RÉPOND AU SYNODE DE L'ASIE

La grande diversité des cultures que rencontre le christianisme rend urgente une nouvelle réflexion sur la mission.

Le 6 novembre 1999, à New Delhi, le pape Jean-Paul II a présenté sa réponse, *Ecclesia in Asia*, au synode des évêques asiatiques réuni à Rome en avril précédent. Bien que les évêques aient demandé que l'Église en Asie prenne un visage plus asiatique et s'engage dans un dialogue ouvert avec les grandes religions asiatiques, le pape a décidé de mettre l'accent sur la conversion des peuples asiatiques au Christ. C'est un point délicat, car il y a en Inde une opposition grandissante à l'égard des missions étrangères.

Selon le pape, l'Église, qui a converti les peuples d'Europe durant le premier millénaire et les peuples d'Amérique durant le deuxième, convertira les peuples d'Asie durant le troisième. On peut se demander qui a réellement écrit l'exhortation post-synodale de Jean-Paul II! Le théologien américain, Robert Schreiter, souligne que Paul VI, dans l'encyclique *Evangelii nuntiandi* (1975), mentionnait déjà que la mission de l'Église implique deux volets relatifs au contexte historique, l'annonce du Christ et le témoignage rendu à la justice. L'auteur de l'exhortation de Jean-Paul II, *Ecclesia in Asia*, n'est aucunement conscient que les Églises sont arrivées en Inde par l'invasion des empires coloniaux et que le visage étranger des Églises continue de rappeler à la population son lien avec l'agression occidentale.

C'est pourquoi les chrétiens asiatiques veulent parler de

l'Évangile en des termes tirés de leur propre culture et rendre témoignage à l'Évangile par l'intensité de leur vie spirituelle et par leur dévouement en faveur de la justice à l'égard des pauvres. Au synode de Rome, quelques évêques ont même dit que la communauté catholique peut apprendre bien des choses des traditions religieuses asiatiques. Il faut espérer que le ton prosélyte du texte pontifical ne provoquera pas de réactions hostiles à l'égard des communautés catholiques.

Car le prosélytisme peut entraîner la violence. C'est ainsi que, lorsque la *Southern Baptist Church*, connue pour son intégrisme, décida d'envoyer, pour l'été 2000, des milliers de missionnaires à Chicago pour y convertir les non-chrétiens, la Coalition inter-religieuse de Chicago – dont l'archevêque catholique de Chicago, le cardinal Francis George, est un membre actif – envoya une lettre collective aux *Southern Baptists* leur demandant d'abandonner leur projet. Pourquoi? Parce que, disait la lettre, une campagne d'une telle envergure risquerait de provoquer un climat pouvant conduire à des crimes de haine envers les juifs, les musulmans et les bouddhistes.

L'Église ne pourrait-elle s'inspirer d'une telle sagesse? Il est sûr, en tous cas, qu'une nouvelle réflexion sur la mission de l'Église s'impose. ■

Gregory Baum

en bref

Depuis plusieurs années, des citoyens, des associations, des syndicats, des médias se mobilisent pour amener les instances politiques du monde, en premier lieu celles du monde industrialisé, à décréter une taxe sur les transactions financières, sur le marché des devises. L'imposition de ces transactions permettrait la création d'un fonds d'aide international à la citoyenneté, à l'environnement et à la culture. Une Association québécoise pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens, **ATTAC-Québec**, vient de se créer, en lien avec ATTAC internationale. Cette dernière a été fondée en France, le 3 juin 1998, à la suite d'un article d'Ignacio Ramonet dans *Le Monde diplomatique*. Consulter le site Internet: <http://altern.org/attacqc>.

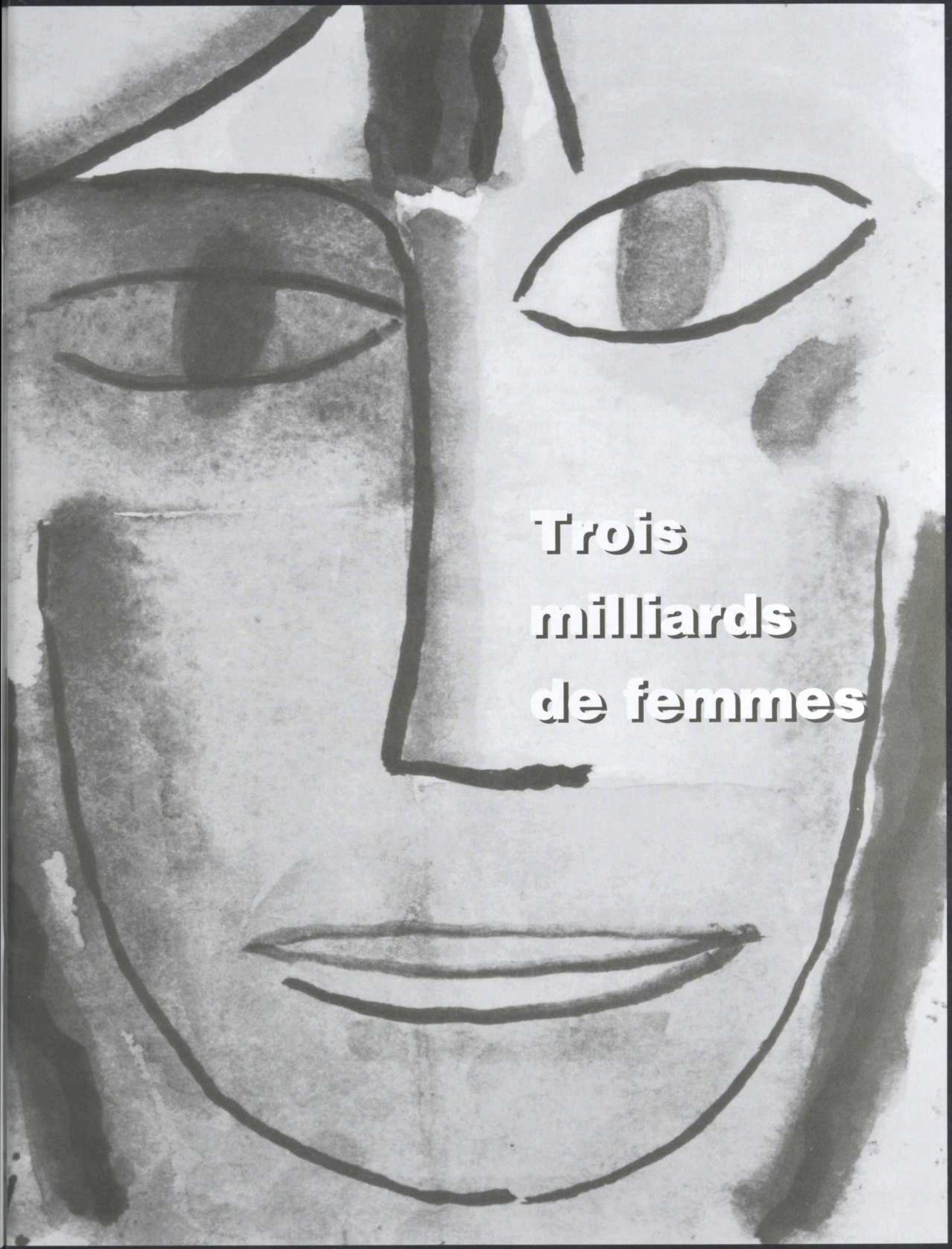
Le suicide est en progression dans notre société. Il atteint des personnes de toutes catégories et de toutes croyances. Les personnes engagées dans l'Église se trouvent souvent en contact avec des adultes et des jeunes aux prises avec cette réalité. Ils constatent rapidement qu'il faut une préparation adéquate pour pouvoir traiter de la question du suicide avec des personnes souffrantes et en sérieuses difficultés face à la vie. Pour les aider dans cette tâche, l'Assemblée des évêques du Québec, en collaboration avec l'Association québécoise de suicidologie, vient de publier un document d'accompagnement en prévision du suicide: **Un sentier d'espoir**. Il fournit les données de base à une meilleure compréhension de ce phénomène social. Il donne les renseignements nécessaires pour faciliter une intervention en temps de crise et soutenir les personnes perturbées par un deuil suite à un suicide.

Les conditions de logement des femmes du Québec sont catastrophiques: ce qui justifie amplement la demande de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000 en faveur de la réalisation de 8000 nouveaux logements sociaux par année. Telles sont les conclusions d'un dossier spécial, **Être femme et locataire au Québec: une combinaison perdante**, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (Frapru) sur les conditions de logement de femmes locataires. Pour plus d'informations: (514) 522-1010 ou site Internet: <http://www.cam.org/~frapru/>.

Comment penser l'énigme de l'univers, au plan de la foi chrétienne, lorsque la question de l'origine est abandonnée à la science? Comment penser cette énigme lorsque le cosmos, devenu le théâtre du drame humain, n'est plus envisagé comme une création? La foi chrétienne ne risque-t-elle pas alors de s'enfermer dans les limites de la vie intérieure ou de l'éthique sociale? C'est à ces questions qu'est consacré le numéro de janvier 2000 de la revue *Christus*, intitulé «L'homme dans la création». On y trouve une intéressante contribution d'André Beauchamp sur **création et écologie** et une réflexion de la psychanalyste Marie Balmory qui se demande où est la mère quand on parle d'un créateur qui est père. Site Internet: <http://pro.wanadoo.fr/assas-editions/>.

Le pape Jean-Paul II a remis, début janvier, le prix de la paix Jean XXIII à l'organisation humanitaire **ATD-Quart Monde** pour son action en faveur des plus défavorisés. Cet organisme, fondé en France, en 1957, par le père Joseph Wresinski, est actuellement un mouvement international présent dans une trentaine de pays et une ONG ayant statut consultatif. ATD-Quart Monde est présent au Québec et au Canada depuis 1982. Il cherche à faire des plus pauvres les promoteurs de leur propre développement. Pour de plus amples informations, s'adresser au siège social situé au 6747 rue Drolet, Montréal (Qc) H2S 2T1, tél. 279-0468.

Ceux et celles qui habitent à Québec, ou dans la région, auront la chance de pouvoir assister aux **conférences Notre-Dame-de-Québec**, à la basilique de Québec. Mgr Maurice Couture en a eu l'initiative, il y a quelques années, en s'inspirant des conférences Notre-Dame-de-Paris, une tradition vieille de trois siècles, qui attirent des foules du monde entier. En cette année 2000, ce temps fort du carême portera la marque du Jubilé. Du 12 mars au 16 avril, des conférencières et des conférenciers, bien connus et appréciés, prendront la parole sur le thème: *Célébration de Jésus Christ, réconciliation et proclamation de notre foi*. Ne manquez pas ces rendez-vous, le dimanche à 15h30. Les conférences sont précédées d'un concert donné par des artistes de Québec! Pour informations: Mgr Jean Gagnon, au 688-1211 poste 206.



**Trois
milliards
de femmes**

TROIS MILLIARDS DE FEMMES

par Élisabeth Garant

Jour après jour, des femmes sont victimes de discrimination, violentées, appauvries, du simple fait d'être femmes. Jour après jour aussi, des femmes font changer des lois, sortent des ghettos d'emploi, prennent la parole différemment, refusent la violence... Derrière toutes ces réalités, se révèlent les visages de celles que nous avons côtoyées, de celles avec qui nous avons partagé des bouts de route, et des luttes.

Des femmes subissent plus que leur part de souffrance dans leurs sociétés ou dans celles qui les accueillent. Cependant, des femmes arrivent aussi à déjouer les traditions, les préjugés et les immobilismes, pour gagner un peu plus de droits, de dignité et de reconnaissance.

Souffrances et audace sont donc deux moteurs de la Marche mondiale des femmes qui s'amorce officiellement, dans de nombreux pays, au cours de ce mois de mars. Les femmes d'environ 145 nations et 3700 organisations, à travers le monde, vont proposer à leur milieu de participer de multiples façons à cet événement, d'ici le 17 octobre 2000. L'enthousiasme que suscite ce projet d'envergure est dû au besoin de dire l'urgence que cessent les injustices dont continuent d'être victimes particulièrement les femmes. Ce mouvement de solidarité relaie le cri de nombreuses victimes pour que leurs droits soient un jour reconnus. Mais la Marche est aussi l'expression de la force d'innovation et de créativité des femmes dans leur recherche de solutions. Elle vient s'inscrire dans une histoire parsemée de victoires, grandes et petites, qui témoignent du rôle d'initiatrices et de leaders que les femmes ont joué plus souvent qu'à leur tour.

Pauvreté et violence sont au coeur des revendications de la Marche. Elles reviennent régulièrement, côte à côte, dans les luttes de femmes, comme les deux visages d'un seul et même combat. Il y a bien sûr une violence vécue par des femmes qui ne souffrent pas de pauvreté. On a trop long-

temps caché que des femmes étaient agressées physiquement, verbalement, derrière les rideaux des maisons cossues. Mais pauvreté et violence sont le plus souvent l'expression de structures de domination qui constituent de véritables freins à une participation citoyenne. Elles dégradent, excluent et se répondent fréquemment dans la vie quotidienne.

C'est avec la fougue de leur militance et la force de leurs solidarités avec d'autres femmes que Françoise David, Lorraine Guay et Diane Matte nous parlent de cette

La Marche vient s'inscrire dans une histoire parsemée de victoires qui témoignent du rôle d'initiatrices que les femmes ont souvent joué.

mobilisation internationale à venir et des enjeux de violence et de pauvreté qui sous-tendent les actions et les changements demandés.

Le mouvement des femmes est pluriel, autant par la diversité des femmes qui le composent et les stratégies multiples utilisées au fil de l'histoire que par le rapport des femmes au féminisme. Le dynamisme du mouvement est très lié à sa capacité d'intégrer cette diversité. Le pluralisme est en effet un défi fondamental pour l'avenir. Le mouvement doit s'ouvrir aux plus jeunes générations, à l'expérience des femmes d'origines multiples et aux nouveaux rapports avec les luttes des femmes d'ailleurs. La plume originale de Josée Belleau emprunte cette forme plurielle pour nous parler des femmes et de leur histoire de luttes.

À l'occasion de la marche «Du pain et des roses», en 1995, de nombreuses chré-

tiennes se sont impliquées activement, et plusieurs ont fait partie des 850 personnes qui ont marché. Elles sont, à nouveau, au rendez-vous dans la préparation de la marche mondiale. L'Inter groupe des chrétiennes féministes, l'AFEAS, ainsi qu'une permanente de Développement et Paix, représentante du comité femmes et développement de l'AQOCI, siègent au comité de coordination de la marche. Ces participations sont possibles parce que des chrétiennes ont choisi, au nom de leur foi, d'être du mouvement des femmes dans les luttes pour la justice. Mais cette solidarité a aussi amené des croyantes à concevoir différemment leur relation à l'Église et à questionner les rapports homme/femme en Église.

L'article de Louise Melançon rappelle le parcours que des femmes en Église ont réalisé. Le texte est à l'image de ces nombreuses femmes engagées dans différents milieux religieux, affichant une patience et une espérance têtue. Il situe l'émergence de la réflexion théologique féministe et tout le travail de réappropriation des évangiles réalisé à partir de l'engagement pour la libération des femmes. Malgré les blessures vécues, des femmes cherchent à vivre une fidélité à l'Évangile, dans le respect de ce qu'elles sont. Elles se réapproprient la démarche de faire Église. Une démarche de femmes, certes, mais qui rejoint certains hommes qui étouffent aussi dans une structure lente à reconnaître l'Esprit à l'oeuvre.

Ce dossier s'inscrit dans la volonté de vivre la Marche mondiale comme l'occasion de regarder un peu mieux d'où nous venons, ce qui a tout de même changé, et de saisir l'occasion pour continuer à nommer des questions importantes au regard du mouvement des femmes. Il repose sur la conviction que cette contribution est vitale pour tous. Au plaisir de nous retrouver, hommes et femmes, à marcher, à témoigner, à réfléchir ou à prier au coeur de cet événement dont le monde, la société et l'Église ont grandement besoin. ■

PAUVRETÉ ET VIOLENCE: DEUX VISAGES, UN SEUL COMBAT

par Lorraine Guay, Diane Matte, Françoise David¹



Rouleau/Paquin Design Communication ©1998

Des milliers de femmes de tous les pays du monde entrent dans le troisième millénaire en marchant contre la pauvreté et contre la violence faite aux femmes. Partout, elles s'apprêtent à fouler la terre de leurs villages, quartiers, villes, régions. Elles veulent affirmer qu'il ne saurait y avoir d'avenir possible pour l'humanité sans le respect de l'intégrité physique et mentale des femmes, sans l'égalité entre les femmes et les hommes, sans le partage solidaire de la richesse.

La planète sera féministe à partir du 8 mars 2000... comme elle sera pacifiste, écologique, solidaire! Cette utopie indique bien l'ampleur de la visée portée par la Marche mondiale des femmes en l'an 2000. Cette marche ne laisse personne indifférent. Elle est objet de réjouissance pour la très grande majorité des femmes, de complicité pour nombre d'hommes déjà acquis à la cause des femmes, d'incompréhension pour d'autres, étonnés de la spécificité féminine de cette action, de résistance pour ceux, encore majoritaires dans certains pays et certaines cultures, qui demeurent toujours réfractaires à l'idée même d'égalité entre hommes et femmes, d'opposition systématique de la part de celles et

de ceux qui profitent de l'appauvrissement des trois quarts de l'humanité. Nous sommes bien davantage dans le *millennium femmes* que dans le *millennium round*!

Pourquoi une Marche des femmes? N'ont-elles pas obtenu tout ce qu'elles demandaient? Ne pourrait-on passer à autre chose? Et c'est vrai: au cours du XXe siècle, les femmes ont changé radicalement non seulement leurs propres conditions d'existence, mais aussi leur rapport au monde et le rapport du monde aux femmes. «C'est une des plus grandes révolutions du siècle. Elle n'a produit ni bain de sang, ni anciens combattants. Et la flamme brûle toujours. En cent ans, les femmes ont changé la maison, l'école, le travail, l'amour... et le monde. Et pourtant...». Voilà bien le paradoxe de notre époque, ces progrès indéniables côtoient des reculs intolérables.

Pour s'en convaincre, il nous faut regarder le siècle qui vient à travers les yeux des fillettes dont «on commence à peine à mesurer la discrimination dont elles sont victimes²». Car comment comprendre autrement les faits suivants. – *Travail*: officiellement, 110 millions de filles entre 5

et 14 ans travaillent dans le monde et ce nombre ne tient pas compte du travail domestique. – *Prostitution*: un million d'enfants à travers le monde, en majorité des filles, sont enrôlés dans l'industrie du sexe chaque année. – *Distribution de la richesse*: les filles et les femmes possèdent moins de 1% des richesses de la planète. Elles fournissent 70% des heures travaillées et reçoivent 10% des revenus. – *Éducation*: les 2/3 des enfants qui ne vont pas à l'école sont des filles. – *Travail domestique*: dès l'âge de cinq ans, dans les pays en développement, les filles travaillent entre quatre et seize heures par jour aux tâches domestiques. – *Élimination des filles*: 100 millions de filles manquent à l'appel à travers le monde; elles ont été éliminées par infanticide, avortement forcé ou négligence. – *Mutilations génitales*: deux millions de petites filles sont mutilées chaque année. – *Esclavage*: 250 000 filles de moins de quinze ans travaillent comme esclaves domestiques. En Haïti, on les appelle «restaveks».

Il y a là l'embryon des inégalités de demain. Car ces petites filles, ces femmes, dans une dizaine d'années, entreront dans le nouveau siècle avec un héritage déjà lourd de discriminations qui assombrit leur avenir. On pourrait aussi parler des conditions de travail toujours plus difficiles pour les femmes (travail souvent non rémunéré, ou précaire et moins payé que celui des hommes, etc.), de la responsabilité quasi exclusive des enfants et des personnes âgées, de l'absence des femmes dans les lieux de décision politique et économique, de cette violence qui n'en finit pas, violence délibérée qui s'exerce envers les femmes

1. Lorraine Guay est membre du comité de stratégie de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000. Françoise David est présidente de la Fédération des femmes du Québec et Diane Matte est coordinatrice du volet international de la Marche mondiale.

2. Anne Bisang, Directrice de la Comédie de Genève dans *l'Adieu au siècle*, un hommage aux femmes qui ont marqué le XXe siècle.

3. Marquise Lepage, réalisatrice du film *Des marelles et des petites filles*.

parce que femmes. On pourrait parler de la situation des lesbiennes doublement discriminées et dont un rapport d'Amnistie internationale révèle l'ampleur de la répression (emprisonnement, torture, lapidation, assassinat, aucune reconnaissance des droits fondamentaux, etc). ...*Il y a donc au moins 2000 bonnes raisons de marcher.*

Car la cause des femmes, à l'image de celle de la démocratie, n'est jamais complètement ni définitivement acquise. L'histoire ne trotte pas toujours gentiment dans la bonne direction. La montée des mouvements de droite un peu partout à travers le monde, les fondamentalismes et les intégrismes sont toujours porteurs de très mauvaises nouvelles pour les femmes, tout comme le vent glacial du capitalisme néolibéral triomphant qui continue de balayer leurs espoirs d'en finir avec la pauvreté.

Deux visages hideux du pouvoir

Des phénomènes de cette ampleur ne relèvent jamais de «tares génétiques», de «qualités ou de défauts» personnels ou encore de «mauvais comportements». Pauvreté et violence participent d'une même conception fautive et perversie du pouvoir: la pauvreté est largement due à la monopolisation du pouvoir économique et politique par une poignée de bien nantis - très massivement des hommes - et de pays riches; la violence faite aux femmes est la conséquence du pouvoir des hommes sur les femmes et de leur infériorisation dans la société. On est tentée de reprendre ici la célèbre *Sorcière comme les autres* d'Anne Sylvestre qui interpelle les hommes: *Faites-vous légers, moi je ne peux plus bouger...*, car le pouvoir des hommes sur les femmes reste encore immense en cette fin de siècle. La modernité, le développement, les progrès économiques, technologiques et scientifiques, tout comme les révolutions qui ont marqué ce siècle, n'ont pas complètement levé la chape de plomb qui rive les rapports hommes-femmes dans l'inégalité.

Parce que liées à l'exercice du pouvoir, la pauvreté et la violence faite aux femmes procèdent d'une même pratique, d'une même culture, d'une même politique: celle de l'exclusion. Quand on est pauvre, on est exclue des lieux d'appartenance et d'exercice des droits fondamentaux, des attributs

de la citoyenneté. Quand on est violentée, peu importe les formes et les intensités, peu importe le niveau de revenu, on est exclue des liens humains, des rapports sociaux, dépouillée de son intégrité et reléguée à la marge comme de vulgaires objets jetables après usage.

La Marche des femmes pousse plus loin l'analyse politique et identifie clairement que la pauvreté et la violence faite aux femmes sont le résultat d'un système construit de toutes pièces par des mains humaines, un système qui n'est pas une «machine» extérieure à soi et à la société et face à laquelle nous ne pouvons rien faire, mais un ensemble de valeurs, de conceptions, d'idéologies, de pratiques, de règles, de normes, de politiques, de lois, d'institutions, d'images, de symboles qui maintiennent la très grande majorité des femmes dans une infériorisation culturelle, une dévalorisation sociale, une marginalisation économique, une «invisibilisation» de leur existence et de leur travail, une marchandisation de leur corps, toutes situations qui s'apparentent à un véritable «apartheid».

Selon la Marche, le monde dans lequel vivent les femmes a été progressivement construit par la force conjuguée de deux phénomènes mondiaux qui donne au pouvoir sa configuration actuelle.

La perpétuation du patriarcat. Ce système social et politique ne date pas du

Néo-libéralisme et patriarcat se nourrissent l'un l'autre et se renforcent mutuellement.

XXe siècle; vieux de plusieurs millénaires, il continue, selon des intensités variables et des cultures différentes, à se fonder sur la prétention qu'il existerait une infériorisation naturelle des femmes en tant qu'êtres humains et sur la hiérarchisation des rôles attribués dans nos sociétés aux hommes et aux femmes. Ce système prône la subordination d'un groupe à un autre et engendre l'intolérance à la différence. Néo-libéralisme et patriarcat se nourrissent l'un l'autre et se renforcent mutuellement: aucune analyse politique de la pauvreté et de la violence faite aux femmes ne peut en faire l'économie.

La domination d'un système économique unique à la grandeur de la planète qui a un nom - le capitalisme néo-libéral - et un visage inhumain; un système régi par la compétitivité absolue et axé sur la privatisation, la libéralisation, la déréglementation; un système soumis à la seule loi du «tout aux marchés» où la pleine jouissance des droits humains fondamentaux est subordonnée à la liberté économique. Et l'on doit constater que les conséquences des politiques néo-libérales des compagnies, des États, des grandes institutions internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce) atteignent d'abord les femmes et les enfants!

Dignité, égalité et solidarité à l'ordre du jour

La Marche n'est pas une parade féminine... Elle est une action politique, un geste de citoyenneté de milliers de femmes qui vise une transformation politique, économique, sociale et culturelle de la situation des femmes à travers le monde. La Marche entend porter à la conscience de toutes et de tous que pauvreté et violence sont des tares à éliminer parce qu'incompatibles avec la dignité humaine. La lutte doit être aussi déterminée que celle qui visait l'élimination de l'esclavage au siècle dernier. La mobilisation contre l'OMC à Seattle, en décembre dernier, a prouvé que nous ne sommes pas condamnés à l'impuissance.

Dans un monde frappé de cécité, la Marche entend donner une visibilité planétaire au fait - incompatible avec la dignité humaine - que la moitié de l'humanité est moins égale que l'autre. Il faut de toute urgence remettre la lutte pour l'égalité politique, économique, sociale et culturelle à l'ordre du jour. Ce faisant, le mouvement des femmes apporte ici une contribution de taille à un projet de société plus égalitaire pour tous et toutes. «Car l'égalité n'est pas une affaire de femmes, mais une question de civilisation, le baromètre d'une démocratie véritable. À titre d'exemple, dans la sphère politique, peut-on parler de démocratie dans des pays où les hommes ont au parlement national des quotas de 85%, voire 98% ou même 100% dans de nom-

4. Mme Olöf Thorhildur Olafsdottir du Conseil de l'Europe.

breux gouvernements? Et encore, il ne saurait y avoir les droits de l'homme et les droits de la femme, mais bien des droits identiques pour toutes les personnes vivant sur notre planète⁴».

D'où l'importance que la Marche accorde, dans sa plate-forme mondiale, aux droits progressivement élaborés par la

La Marche entend porter à la conscience de toutes et de tous que pauvreté et violence sont des tares à éliminer parce qu'incompatibles avec la dignité humaine.

communauté internationale durant les cinquante dernières années, en particulier, et surtout à leur application. De nombreuses revendications exigent en effet que tous les États ratifient sans réserve et appliquent les conventions et les pactes relatifs aux droits des femmes et des enfants; que là où ils n'existent pas encore,

des protocoles et des mécanismes soient mis en œuvre pour obliger les États à agir selon les droits énoncés dans les pactes et les conventions; que les États reconnaissent la juridiction de la Cour criminelle internationale et souscrivent aux dispositions selon lesquelles, notamment, les viols et les agressions sexuelles constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité; que le droit d'asile soit reconnu pour les femmes victimes de discrimination et de persécutions sexistes, de violences sexuelles ou à cause de leur orientation sexuelle. Que l'ONU et les États de la communauté internationale reconnaissent formellement, au nom de l'égalité de toutes les personnes, que l'orientation sexuelle ne doit priver personne du plein exercice des droits prévus dans les instruments internationaux. Cette insistance de la Marche sur les droits humains fondamentaux appliqués aux femmes provient de la conviction profonde que sans l'existence d'États de droit, les femmes ne pourront jamais accéder à l'égalité.

D'où l'importance que la Marche accorde aux transformations structurelles de l'économie plutôt qu'aux ajustements structurels. À titre d'exemples, de nombreuses revendications exigent des États la mise en œuvre immédiate de lois et de stratégies visant l'élimination de la pauvreté, en particulier celle des femmes; l'annulation de la dette des pays du tiers

monde; l'application de la taxe Tobin; l'élimination des paradis fiscaux et du secret bancaire; le rejet de projets tels l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement) ou ses clones concoctés par l'OMC; la subordination du commerce aux droits humains fondamentaux; la mise en place d'un Conseil mondial pour la sécurité économique et financière chargé de redéfinir les règles d'un nouveau système financier mondial. Cette insistance de la Marche sur les transformations structurelles de l'économie est basée sur la conviction profonde que, sans contrôle des marchés fous et sans économie solidaire, les femmes ne pourront jamais accéder au partage de la richesse et n'atteindront jamais l'autonomie économique.

D'où enfin l'importance que la Marche accorde... aux hommes! Cette action spécifique des femmes est en effet une «bonne nouvelle» pour les hommes. Elle constitue pour eux une formidable occasion d'entendre l'appel à l'égalité dans la construction des rapports avec les femmes et donc dans la construction d'un monde plus humain. Cette insistance de la Marche sur l'égalité provient de la conviction profonde qu'humanité rime avec égalité et que sans l'implication massive des hommes dans ce combat qui est aussi le leur, les femmes risquent de devoir lutter seules pendant encore au moins... un millénaire!

Se mobiliser encore et encore!

Le 8 mars de l'An 2000, des milliers de femmes commenceront à marcher à travers le monde. Au Québec comme ailleurs, les moments forts de cette Marche se situeront en octobre 2000: des marches dans chacune des régions du 9 au 13 octobre suivies d'un rassemblement le 14 octobre à Montréal, à Ottawa le 15 octobre, pour converger à New-York, le 17 octobre, en un rassemblement mondial où les déléguées du Comité de liaison internationale de la Marche présenteront les revendications à Kofi Annan, revendications appuyées par des millions de signatures issues de tous les pays participants.

Car si la Marche aborde les problèmes par le haut, elle entend les solutionner par le bas...! C'est la force de la mobilisation des femmes qui continuera de révolutionner, pas à pas, le monde pour le bien de tous et toutes. L'invitation est lancée! ■



«Il n'y a pas de petite violence», affirment ces femmes à la sortie du palais de justice après l'acquittement d'un homme présumé coupable de délit sexuel.

Photo: Normand Blouin/STOCK

UN MOUVEMENT AUX VOIX MULTIPLES

par Josée Belleau¹

«**N**ous sommes plusieurs, nous sommes plurielles et nous sommes en marche». Ainsi se définit le mouvement des femmes. Cousu au fil de la détermination et de la patience, il ressemble à une immense courtepointe. Ses couleurs et ses motifs se diversifient, mais des mains agiles veillent à en faire un tissu solide, résistant au soleil et à l'usure du temps.

Il y a les femmes, dans toutes leurs différences et leurs similitudes. Ici comme ailleurs, elles ont des positions sociales et des rangs économiques fort variés, elles ont de multiples appartenances, elles adhèrent à des valeurs et des idéologies parfois opposées. Toutefois, il est fréquent que les conditions de vie, le statut, le travail, les droits des unes et des autres soient dévalorisés, déclassés, niés, bafoués parce qu'elles sont des êtres humains de sexe féminin. Les systèmes dominants d'organisation sociale et économique d'hier et d'aujourd'hui ont été et sont encore des chapes de plomb sur les ailes d'un grand nombre de femmes. Toutes les femmes du monde ne sont pas féministes, cependant la plupart aspirent à la dignité, à la justice et à l'égalité.

Il y a le mouvement féministe, un mouvement tramé par de nombreuses associations et organisations qui situent les femmes en tant que sujets, actrices ou citoyennes à part entière dans ce vaste monde. Il mobilise un certain nombre de femmes autour de revendications et d'actions pour l'égalité, l'équité, la justice sociale, la reconnaissance et la valorisation des femmes et de leurs droits dans tous les domaines d'activités. Le mouvement féministe s'inspire aussi de perspectives différentes sur les causes et la nature de l'oppression des femmes et se ramifie en plusieurs projets politiques qui peuvent s'entrechoquer, en théorie ou en pratique. Loin d'être un mouvement centralisé avec une ligne unique de parti, le mouvement féministe a tous les airs d'une vaste coali-

tion arc-en-ciel. Pendant que des groupes mènent principalement des luttes politiques et juridiques contre l'oppression, la discrimination et l'exclusion des femmes, d'autres réalisent des projets favorisant l'épanouissement personnel, social, économique ou culturel des femmes.

Et il y a le mouvement des femmes. Ce mouvement se construit à la croisée des chemins entre les femmes en général et en particulier, de conditions, d'origines, d'allégeances, de réalités plurielles; et des femmes qui, à titre de membres bénévoles, militantes ou employées au sein d'organisations féministes, agissent au nom de toutes les femmes même si leurs groupes et réseaux ne rassemblent ni ne rejoignent toutes les femmes.

Le mouvement des femmes se conjugue à de nombreux phénomènes sociaux, culturels, environnementaux, économiques ou politiques qui transforment la vie des gens au fil des époques. Par exemple, certaines vagues d'industrialisation, d'urbanisation, de syndicalisation, certains régimes politiques, ou encore des campagnes de santé publique, de planning familial, de scolarisation et d'alphabétisation ont contribué à rehausser la qualité de vie de la population en général, et donc des femmes adultes et enfants qui en font partie. Les périodes d'abondance, de croissance ou de paix sont plus favorables aux projets d'émancipation des femmes, que des temps de guerre, de pénurie ou de catastrophe environnementale. Ces phénomènes contribuent à redéfinir les rapports

sociaux entre les hommes et les femmes, ainsi que les rapports entre les femmes de différentes classes sociales, groupes ethnoculturels ou générations, et ce pour le meilleur comme pour le pire.

Un mouvement toujours en marche

Lorsqu'une majorité de femmes et le mouvement féministe sont sur les mêmes sentiers dans une période d'abondance, le mouvement des femmes a une plus grande force et visibilité. Par exemple, dans les années 60 et 70, la deuxième vague du mouvement féministe en Occident coïncide avec plusieurs phénomènes et changements démographiques, sociaux, culturels, économiques, politiques qui ont avantagé les femmes et les hommes de la génération du *baby boom* et de la classe moyenne des pays du Nord. Au Québec, c'était l'époque de la Révolution tranquille.

Par la suite, les projets sur l'alternative et la différence ont occupé une place plus importante au cœur d'un mouvement féministe initialement centré sur l'égalité. Les femmes minoritaires, défavorisées ou réprimées dans la société à cause de leur orientation sexuelle, leur ethnie, leur couleur de peau, leur religion, leur âge, leur condition sociale, physique ou mentale, etc. ont mis en lumière l'invisibilité, la marginalisation de leurs réalités et de leurs aspirations, tant dans la société que dans le mouvement féministe. L'oppression des femmes a donc plusieurs souches et l'émancipation des femmes se réalise désormais par quatre chemins plutôt qu'un seul. Pour l'une, ce sera l'accès à un métier

1. L'auteure est membre de la coopérative de travail Interface.



Photo: Normand Blouin/STOCK

Quand l'international devient l'horizon du mouvement des femmes, la diversité culturelle se fait de plus en plus prégnante.

non traditionnel; pour d'autres, ce sera l'autonomie politique des premières nations, l'obtention du statut de réfugiée, la reconnaissance des conjointes de même sexe.

*

L'impact des nouvelles technologies et la domination de l'idéologie néo-libérale ont radicalement recomposé la société, la culture, l'économie et l'État, du local au mondial. De plus, les conflits armés se sont bousculés et intensifiés, la détérioration du climat et de l'environnement s'est accélérée, les identités nationales se sont crispées et les identités personnelles se sont fragmentées. Enfin, la dualisation et l'exclusion se sont largement répandues dans la population et donc parmi les femmes. On vit maintenant dans un monde divisé entre personnes gagnantes et personnes perdantes, entre riches et pauvres, aptes et inaptes, jeunes et vieilles, travailleuses et sans emploi, permanentes et précaires, scolarisées et analphabètes, etc. Il y a donc des femmes qui vivent des problèmes majeurs, et d'autres qui ne rencontrent pas d'obstacles importants.

*

Le mouvement féministe québécois des années 90 tente de rallier des femmes plus

différentes que semblables, et plus divisées économiquement qu'auparavant. De multiples préoccupations se bousculent à l'avant-scène. C'est le combat contre l'appauvrissement et la pauvreté qui a rallié un plus grand nombre, le temps d'une grande marche pour du pain et des roses. Depuis, l'action féministe se recentre autour des droits humains et sociaux à préserver et à brandir contre la violence et la pauvreté. Signe des temps?

*

Le mouvement des femmes d'aujourd'hui est traversé par un chassé-croisé de valeurs, de théories et de stratégies qui reflètent: 1. la modernité (progrès et liberté individuelle); 2. la communauté frileuse (peur et rejet de «l'autre», de celles et ceux qui ne font pas et ne pensent pas comme «nous»); 3. la communauté ouverte (exploration de nouvelles formes de solidarité, d'action, de participation); 4. la post-modernité (fragmentation ou nomadisme identitaire, culturelle et politique).

*

Le mouvement féministe, comme d'autres mouvements sociaux et politiques, semble souvent partagé entre une conception plutôt politique et juridique des femmes comme citoyennes à part entière, égales

aux hommes dans tous les domaines et situations; et une conception plutôt sociale et culturelle des femmes comme êtres humains différents des hommes et des autres femmes. Il y a des femmes de lutte, contestant les systèmes dominants et injustes, et des femmes de projet, bricolant les alternatives au présent. Il y a également des époques plus favorables à l'expression ou à la plus grande visibilité de l'un ou l'autre de ces pôles.

*

Par exemple, le mouvement féministe québécois du début des années 60 revendique l'égalité de statut et de droit avec les hommes d'une manière plutôt «rangée». Il devient plus revendicateur et agitateur lorsque l'idée de libération du joug patriarcal est centrale au début des années 70. Le mouvement est ensuite moins visible mais non moins percutant durant les années 80, car un plus grand nombre de femmes ont entrepris de désamorcer les situations d'inégalité et d'oppression vécues au quotidien dans leur milieu de vie ou de travail. Au cours des années 90, les conditions de vie, de santé ou de travail de plusieurs femmes s'effilochent et s'effritent, et dans plusieurs cas, l'application des droits et des lois assurant l'égalité se bute

au mur de la «raison économique». Alors, on voit plus de femmes marcher sur les routes et désobéir civilement.

Si les médias en Occident ont maintes fois déclaré que le féminisme était mort ou dépassé, si des militantes ont l'impression de perdre du terrain, ne serait-ce pas aussi le signe d'un mouvement en phase de transition qui refait ses forces? On est en train de passer le flambeau aux générations nées après 1970, aux femmes marginalisées et exclues qui vivent le futur au présent, et d'accepter leurs façons de voir les choses et de réaliser des actions. Si les repères clairs et définitifs sont absents, les réseaux et les passerelles continuent d'exister et de se multiplier entre femmes différentes et semblables.

Le défi de la pluralité

On ne peut pas toujours amalgamer dans un grand tout indifférencié «les femmes», pas plus que «les hommes» d'ailleurs. Car derrière les statistiques présentant les moyennes et les tendances générales, se cache une grande diversité sociale, culturelle, économique et politique. Par exemple, si l'on prend les récits de vie de cent femmes qui ont 30 ans et qui habitent la même localité, l'on pourrait dégager quelques grands traits communs propres au sexe féminin ou à la génération, ou encore au cadre de vie urbain ou rural. Mais l'on verrait aussi toutes les multiples facettes de leurs vies, de leurs conditions de leurs statuts et de leurs intérêts. Alors si l'on fait le même exercice à l'échelle planétaire...

Le portrait d'une condition féminine en apparence homogène masque autant de réalités minoritaires que de différences significatives entre les femmes. D'où l'exigence incessante de mettre en lumière et de porter à l'avant-plan tant les différences constituées ou tributaires de rapports historiques de domination, que les situations d'exclusion qui émergent ou s'étendent au fil des ans.

Dans la dernière décennie, le mouvement féministe québécois a commencé à faire place aux voix et aux voix de jeunes femmes, de femmes de minorités ethno-

culturelles, de femmes autochtones, de femmes anglophones, de lesbiennes, de femmes sans emploi et en emploi non standard, de femmes pauvres, de femmes en situation de double et triple tâche, de femmes monoparentales, locataires, analphabètes, de femmes rurales, de femmes de régions et de quartiers en mal-développement.

Le pluralisme est donc présent dans le mouvement des femmes du Québec. Il demeure cependant inachevé et exploratoire, car cela pose à chaque personne, comme à chacune des organisations féministes, le défi constant de penser et d'agir sur plusieurs plans à la fois. Y croire et le vouloir sont des étapes préalables que certaines ont déjà franchies. Cependant comme il n'y a aucune recette miracle, cela implique de nombreux essais et erreurs accompagnés d'une pression constante de la part des femmes encore exclues ou

marginalisées. Cette situation est souvent insatisfaisante et inconfortable.

Accepter d'être décentrées. Accepter que d'autres prennent la place. Faire de la place, partager le pouvoir, signifie en prendre moins ou autrement. Lorsque la place et le pouvoir sont restreints au sein des groupes ou dans sa vie personnelle, on peut se sentir «tassée» et cela demande une bonne dose de sécurité ou de recul pour le percevoir autrement. Les discours politiques officiels se recomposent plus rapidement que les sentiments humains. Il n'est pas simple de concilier sur-le-champ l'impatience légitime de celles qui réclament leur place au soleil et le désarroi de celles qui cèdent leur place.

Par exemple, une organisation féministe bâtie et encore menée par des femmes de la génération du *baby boom* a moins d'attrait pour des femmes qui ont l'âge de

Quelques chiffres à travers le monde

- Nombre de femmes et d'hommes

	Femmes	Hommes
Afrique et Caraïbes	379 642 000	370 016 000
Asie et Pacifique	1 743 513 000	1 822 913 000
Régions développées	573 144 000	578 227 000
Amérique latine	234 453 000	240 591 000
Total	2 930 752 000	3 011 747 000

- Répartition des forces de travail par secteurs d'activités (en pourcentage)

	Agriculture		Industrie		Services	
	F	H	F	H	F	H
Algérie	57,2	17,8	7,2	37,7	35,6	44,5
Sénégal	85,9	70,0	3,7	10,4	10,5	19,7
Philippines	30,8	54,4	13,6	16,3	55,6	29,3
Canada	2,5	4,1	13,0	34,8	84,6	61,1
Fédération de Russie	9,8	17,4	34,8	48,2	55,5	34,3

- Pourcentage de femmes au parlement

	Date d'élection	Nombre de sièges	% de femmes
Égypte	1995	454	2
Chine	1992/93	2978	21
Inde	1996	545	7,2
Canada	1993	295	18
Suède	1994	349	40,4
France	1993	577	6,4
États-Unis	1996	435	11,7
Japon	1996	500	4,6

Provenance: *Les femmes dans le monde de 1995, tendances et statistiques*, ONU, publié à l'occasion de la quatrième conférence internationale sur les femmes à Beijing, en septembre 1995. Chiffres mis à jour en 1997.



Photo: Caroline Hayeur/STOCK

La réalisation d'un projet féministe pluraliste requiert de solides pratiques démocratiques pour assurer le respect mutuel entre les femmes et pour réaliser les changements nécessaires à l'élargissement.

leurs filles. Les unes ne se reconnaissent pas dans les autres. Les codes culturels, les modes de vie et les réalités socioéconomiques ne sont pas les mêmes. Une adhésion mutuelle aux valeurs de justice et d'égalité est déjà un point de ralliement, mais ce n'est pas suffisant. Souvent, ce sont des personnes qui incarnent l'ouverture au pluralisme et, en leur absence, la «volonté politique» ne se matérialise pas. De plus, les organisations sont souvent mal outillées pour établir des liens entre des femmes dont le rapport au monde est radicalement différent. Par exemple entre des femmes blanches scolarisées dont les conditions de vie sont stables et décentes et des femmes autochtones contraintes par le racisme et la pauvreté depuis des générations. Enfin, les urgences, la précarité des ressources réduisent la capacité d'agir

des groupes: les échéanciers sont repoussés, les priorités sont décalées, et les processus d'intégration sont congelés.

D'autre part, la présence de femmes de toutes origines et conditions aux postes de pouvoir et de porte-parole démontre un certain degré d'intégration de la diversité sociale et culturelle au sein d'un mouvement. Cependant, une image officielle de diversité ne dit pas si des processus de réflexion et de formation ont été instaurés pour accompagner les femmes dans cette transformation. Des attitudes paternalistes ou dogmatiques, de part et d'autre, peuvent empoisonner le climat au sein des groupes. Des relations ou des débats établis sur un mode binaire de «pour ou contre», «bien ou mal» ont souvent des effets paralysants et démobilisateurs. Aussi, la réalisation d'un projet féministe pluraliste requiert de solides pratiques démocratiques pour assurer le respect mutuel entre les femmes

et pour réaliser les changements souhaités dans une perspective d'inclusion et d'élargissement des bases du mouvement.

Enfin, il y a tout lieu de créer de nouveaux espaces de débats et d'actions pour accueillir le nombre croissant de femmes dont les préoccupations méritent une meil-

La réalisation d'un projet féministe pluraliste requiert de solides pratiques démocratiques pour assurer le respect mutuel entre les femmes.

leure reconnaissance et visibilité. De nouvelles associations portées par la passion militante de femmes «impatientes» viennent amplifier le rayonnement des réseaux d'organismes plus «établis», mais dont l'action n'a pas toujours la marge de manœuvre ou l'éclat souhaité.

Ce 8 mars 2000, trois milliards et plus de femmes vivent sur la même planète, mais ne vivent pas toutes dans le même univers, le même moule ou la même situation. Ces situations fragmentées et éclatées sont à la source d'une multitude d'actions qui définissent un contour nébuleux au mouvement des femmes. Les théories et actions féministes qui se veulent universelles et globales sont inévitablement déconstruites par les réalités complexes et spécifiques vécues par les femmes d'ici et d'ailleurs. Un mouvement des femmes large, inclusif et pluriel ne pourra qu'être fortement décentralisé, comme l'est d'ailleurs le projet de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000. Si les membres du comité international de la Marche se sont entendues sur des revendications globales s'adressant aux grandes institutions internationales, le mouvement sera surtout constitué par les milliers d'actions locales et régionales prévues, aux formes et aux accents des plus diversifiés.

Toutes unies et toutes solidaires, une utopie? Plus nous serons en mouvement, au rythme et au diapason des réalités plurielles d'un nombre croissant de femmes, plus nous aurons de chances d'y arriver... *Latcho drom!* ■

2. «Bonne route» dans la langue des gitans.

LA PRISE DE PAROLE DES FEMMES CHRÉTIENNES

par Louise Melançon¹

La création de nombreux réseaux de solidarité et l'émergence des théologies féministes ont permis aux femmes engagées dans l'Église d'établir des passerelles entre des aspirations du mouvement des femmes auxquelles elles adhèrent et leur foi. De nouveaux défis se font jour. La marche continue.

Assez rapidement, en Amérique du Nord et en Europe, le féminisme ou le mouvement des femmes des années 60-70 a interpellé les croyantes, particulièrement celles de traditions juive et chrétienne. La prise de parole des femmes dans la société a été suivie de celles des femmes en Église qui, en même temps qu'elles prenaient leur place dans le sillage de Vatican II, attiraient l'attention sur la présence du sexisme religieux. Cette prise de conscience donna lieu à la remise en question du donné de la Tradition, et de la théologie. Elle produisit des relectures de la Bible, une réappropriation de l'Évangile, enfin le développement d'une compréhension théologique du «point de vue» et «à partir» des femmes.

Une des caractéristiques du mouvement des femmes de la seconde moitié du XXe siècle est celle de leur prise de parole. De cette manière, les femmes ne se contentaient pas de revendiquer leurs droits civiques ou de viser leur libération d'une condition sociale d'oppression ou de dépendance, elles donnaient naissance à une véritable révolution culturelle. En effet, la parole des femmes envahit tous les domaines: littérature, arts, sciences humaines, sciences religieuses, philosophie, sciences exactes... Et cette parole introduisait de la nouveauté dans la vision du monde, dans les représentations et les valeurs, du fait même qu'elle exprimait des expériences jamais prises en compte dans la culture dominante. Mais surtout les femmes se donnaient ainsi naissance à elles-mêmes.

Certes, leurs revendications de justice et d'égalité apportèrent aux femmes une amélioration de leurs conditions de vie, une meilleure reconnaissance juridique de leurs droits et de leurs rôles sociaux, et le début

d'un certain pouvoir politique... Pensons, au Québec, à la création du Conseil pour le statut de la femme qui, en établissant des liens entre les mouvements de la base et le gouvernement, stimulait aussi les actions des groupes de femmes dans les régions. Les femmes se donnaient ainsi une existence sociale par leur solidarité et leur implication dans la prise en charge de leur émancipation.

Mais ce mouvement de libération a surtout fait avancer les femmes dans la maîtrise de leur corps, et donc de leur maternité, tout autant que dans l'épanouissement de leur sexualité. S'il y a eu l'arrivée de la contraception orale, il y eut aussi la réclamation de l'avortement libre et gratuit qui, dans certaines sociétés, comme au Québec, a permis l'élargissement des lois pénales concernant l'avortement, et la mise sur pied de services plus accessibles à l'ensemble des femmes. Par ailleurs, l'avènement des techniques de reproduction a fait l'objet de moult colloques, congrès et réflexions, où les femmes se sont posé la question de leurs propres intérêts dans ces développements technologiques ambigus.

De même que la question de l'indépendance économique des femmes est apparue, de plus en plus, comme un préalable à leur libération, de même la maîtrise de leur corps, de leurs maternités, de leurs vies sexuelles devint la question centrale, majeure, fondamentale du mouvement féministe de la seconde moitié du XXe siècle. Tous les problèmes reliés à ces questions, l'inceste, le viol, la violence conjugale, autant que la contraception, l'avortement, la prise en charge de leur santé et les nouvelles techniques de pro-

création, ont été abondamment traitées dans des recherches et études de toutes sortes, pendant que, dans la pratique, des services étaient organisés auprès des femmes touchées par l'un ou l'autre de ces problèmes.

Les femmes croyantes ont été amenées à s'impliquer et à prendre position sur ces réalités et sur ces questionnements. Certains groupes, par exemple l'AFEAS, *L'autre Parole...* ont cheminé dans la solidarité avec les groupes sociaux pour en arriver à contester un pouvoir absolu sur les femmes, sur leur corps, leurs maternités, leurs vies sexuelles. D'autres femmes restèrent plus silencieuses, et certaines plus proches d'une morale traditionnelle, mettant en évidence parfois la respon-

Le chemin parcouru par les femmes croyantes, à l'intérieur du mouvement des femmes des 30 dernières années, a pu se faire grâce à l'audace et au courage de leur engagement.

sabilité des femmes elles-mêmes dans le respect de la vie, et donc leur prise en charge dans la planification des naissances. Souvent, on a créé des centres d'aide pour les femmes en processus de décision lors d'une grossesse non prévue. On peut dire que la contestation de l'enseignement de l'Église sur la pilule (*Humanae vitae*) créa un large mouvement de consensus parmi les femmes, y compris chez les couples,

1. L'auteure est professeure retraitée de l'Université de Sherbrooke.

davantage que la question plus difficile de l'avortement. Par ailleurs, le dossier de la violence a été un sujet de préoccupation pour les femmes en Église. Elles se sont engagées dans des actions de sensibilisation, autant auprès des femmes que des responsables ecclésiaux.

Une ecclesia en solidarité

L'événement du concile oecuménique Vatican II fut un souffle de renouveau pour l'Église catholique. Même si, lors des audiences ou dans les documents officiels, la question de la place des femmes dans l'Église ne fut pas vraiment abordée, il n'en reste pas moins que l'accent mis sur la dimension communautaire de l'Église (peuple de Dieu) et la remise en lumière de la valeur du sacerdoce des baptisés eurent pour effet de mobiliser l'engagement des laïcs et des femmes dans la pastorale.

Jusqu'au milieu des années 70, l'optimisme régnait dans les rangs des femmes

croyantes qui participaient, par ailleurs, au développement social des leurs. Courageuses, les femmes s'engagèrent peu à peu, de plus en plus nombreuses, dans les centres de formation théologique. S'ouvraient devant elles l'enseignement religieux ou théologique, l'animation pastorale à l'école, puis le travail paroissial et même certaines fonctions plus prestigieuses dans l'institution, au niveau provincial, national ou diocésain. Le document romain sur les ministères ordonnés, en 1976, marquera un tournant important pour l'engagement des femmes dans l'Église. Déjà avec la parution d'*Humanae vitae*, en 1968, plusieurs croyants et croyantes avaient commencé à quitter les rangs de l'Église, mais l'exclusion des femmes des ministères ordonnés devint rapidement un véritable obstacle dans la marche des femmes vers leur pleine reconnaissance, cette fois-ci sur le plan spécifiquement religieux.

Le document en question établissait l'exclusion des femmes en raison de leur sexe. Étant femmes, elles ne pouvaient représenter le Christ dans sa mission de sanctification. Était ainsi hautement illustré le sexisme religieux. Curieusement, ce fut le début d'un développement sans précé-

dent d'études sur les ministères, et aussi de la théologie féministe. On espérait encore. Fortes d'un nombre important de femmes engagées, convaincues d'avoir une mission à part entière dans les communautés ecclésiales, d'être égales comme baptisées, et donc capables de recevoir l'appel à tous les ministères, elles tentent d'ouvrir des voies de passage pour un nouveau partenariat entre les femmes et les hommes travaillant dans l'institution ecclésiale. Entre autres, l'arrivée des répondantes à la condition des femmes dans les diocèses du Québec témoignait d'une ouverture remplie de promesses. La remise en cause ecclésiologique se donnait des mains. C'est ainsi que le pouvoir dans l'Église serait en mutation.

Ce nouveau modèle ecclésiologique proposé par les femmes avait une dimension essentiellement oecuménique. La nouvelle humanité à laquelle le mouvement des femmes travaillait était vue dans la perspective de l'unité des Églises. Cette vision prônée autant par le Conseil oecuménique des Églises qu'ici au Réseau oecuménique des femmes avait aussi reçu un bon coup de pouce lors de l'Année internationale des femmes. La solidarité des femmes s'élargissait. On peut alors comprendre combien l'ordination des femmes dans l'Église anglicane d'Angleterre, en 1992, vint renforcer l'espoir de changement dans l'Église catholique romaine pour toutes ces femmes engagées à faire advenir une réelle reconnaissance de leur vocation aux ministères. Mais ce n'était pas la voie suivie par le pouvoir romain... La réponse abrupte de la Congrégation pour la Doctrine de la foi, en 1994, vint faire basculer tous les espoirs.

Il apparut alors que l'*ecclesia*, constituée de toutes les femmes en marche vers leur plein développement, comme croyantes, et des hommes qui se faisaient solidaires, ne pouvait pas pour autant disparaître... Le souffle de renouveau de Vatican II avait trop animé le souffle des femmes vers leur libération... Ce qui pourrait être vu comme un recul pouvait devenir le lieu d'un nouveau départ. Mais, cette fois-ci, l'attente n'était pas dirigée vers la reconnaissance venant d'une institution au pouvoir fixé dans le sexisme et l'absolutisme. L'espérance d'une nouvelle alliance des femmes et des hommes emprunterait la voie de la solidarité avec toutes les personnes exclues, particulièrement la solidarité des femmes pauvres parmi les pauvres. Ce serait la voie de l'annonce de la Bonne Nouvelle. Chez nous, la marche des fem-



Photo: Céline Dubé

Le nouveau modèle ecclésiologique proposé par les femmes a une dimension essentiellement oecuménique. Le ROF/WEN en est un bon témoin.

mes contre la pauvreté, avec son slogan on ne peut plus féminin: «Du pain et des roses», mobilisa cette solidarité qui, pour finir le siècle, se prépare à passer le flambeau aux femmes du monde entier.

L'*ecclesia* est en route plus que jamais. Elle est le lieu de rassemblement de toutes celles et ceux qui ont fait l'objet, il y a 2 000 ans, de l'attention bienveillante d'un nommé Jésus, humble fils de Marie et de Joseph de Nazareth, annonçant la libération/salut de tous. Sous le souffle de l'Esprit du Dieu de ce Jésus, l'*ecclesia* nous apparaîtra un jour comme cette humanité créée pour la réconciliation, par la reconnaissance de la dignité/divinité de tous, dans l'amour reçu et donné.

Une réappropriation des évangiles

Le chemin parcouru par les femmes croyantes, à l'intérieur du mouvement des femmes des 30 dernières années, a pu se faire grâce à l'audace et au courage de leur engagement. Mais il a été nourri, stimulé, interrogé par la réflexion théologique faite par les femmes, du point de vue des femmes, à partir des expériences des femmes. Ce travail de réappropriation de la Bonne Nouvelle du salut, pour les chrétiennes, en fut un de décryptage des traditions des femmes, de relecture des textes fondateurs, de reprise créatrice des langages et des discours théologiques.

La prise de conscience d'être membre à part entière de l'Église (*ecclesia*) a trouvé ses appuis théologiques dans le travail de relecture de la Tradition. D'une part, certaines ont appliqué d'une manière plus précise et concrète le donné de la Tradition à leur réalité de femmes. D'autres, plus audacieuses, ont remis en chantier la constitution des traditions, en fouillant dans les textes, à l'aide des sciences exégétique, littéraire, historique... pour faire des découvertes qui redonnaient la mémoire des femmes. Que ce soit Marie, la mère de Jésus, Marie-Madeleine, Marie de Béthanie... Ève, Judith, Ruth... ou un peu plus tard, Macrine, Geneviève, Hildegarde et Claire... toutes ces femmes ont pris un nouveau visage parce que remises dans le contexte de leur vie réelle comme prophète ou disciple... Et que dire de toutes ces femmes silencieuses dont on parle à peine ou qu'on a oubliées, mais qui nous apparaissent au détour d'un texte ou d'une

histoire et qui nous révèlent quelque chose de leur expérience.

Les silences, les traces infimes deviennent un lieu d'interrogation d'une tradition dominante masculine et patriarcale. Ce travail de relecture a donné place à tant de créativité spirituelle et théologique qu'il ne se réduit pas à un traité d'herméneutique pour satisfaire les règles académiques. Les femmes donnent à leurs expériences de foi, qui n'ont pas été portées au discours ou pas reconnues à leur juste valeur, des mots plus enracinés, plus incarnés dans leur vie réelle, dans leurs conditions de femme, dans leur existence sexuée. Par le fait même, les femmes se trouvent à compléter, à parfaire la compréhension de l'expérience humaine laissée en friche dans les mémoires de traditions perdues ou abandonnées.

L'expérience centrale du christianisme s'est nommée autour du thème du salut. Nul doute que les expériences des femmes, dans l'histoire comme aujourd'hui, correspondent à quelque chose d'essentiel au salut. En premier, la redécouverte du sens biblique de cette notion, à savoir qu'elle renvoie à une délivrance, un affranchissement, une libération. L'expérience d'assujettissement, d'esclavage, d'oppression, de dépendance dont il est question dans la Bible n'a-t-elle pas été le propre de tant de femmes au cours des milliers d'années derrière nous? Encore aujourd'hui sur notre planète, les plus pauvres sont des femmes, les moins scolarisés sont des femmes, les plus violentés sont des femmes, les moins visibles sont des femmes, etc. Est-ce si scandaleux de parler de libération des femmes?

Mais il y a aussi la notion de salut en référence à la santé physique et à l'intégrité de l'être, l'harmonie, le bien-être... N'est-ce pas le but du salut comme libération? Comment être en santé quand on fait partie de la plus grande partie de la population (avec les enfants et les filles, en particulier) qui ne mange pas à sa faim, aux prises avec tant de maladies, esclave sexuelle sous toutes ses formes, etc.? Le mouvement des femmes dont font partie les croyantes est le lieu de compréhension de l'annonce évangélique du salut pour tous, de cette grande nouvelle d'une vie en plénitude accessible à tous.

Le salut chrétien n'est pas quelque chose qui nous arrache à notre condition incarnée, corporelle, pour nous accrocher à un ailleurs intemporel, non sexué. Au contraire, les expériences des femmes, positives et négatives, sont reprises dans

un discours qui cherche à dire le salut. Expériences d'exister dans un corps masculinisé, dans un corps qui enfante, dans un corps qui jouit; d'être celles qui allaitent, qui soignent, qui accomplissent des tâches domestiques; d'être celles qui créent des liens, qui transmettent les coutumes de la vie quotidienne, celles qui accèdent en pleine égalité à la vie publique et portent les responsabilités de fonctions économiques, sociales, politiques. Et c'est ainsi que les femmes s'appropriant l'Évangile libérateur à partir de leurs propres expériences, de leurs vies réelles de femmes de toutes races, cultures et conditions, annoncent d'une nouvelle manière ce salut trop souvent compris au masculin.

Le développement de la théologie dans cette perspective des femmes s'est fait surtout au cours des vingt dernières années. Mais déjà au début des années 70, la théologienne américaine Mary Daly écrivait: «Si Dieu est mâle, le mâle est Dieu». Elle donnait ainsi une direction très importante à la théologie féministe: la représentation que se font les humains de Dieu correspond à leur propre représentation d'eux-mêmes. Et on pourrait dire que plus Dieu est nommé, exprimé, compris à partir des expériences masculines, en particulier du monde dominant des hommes comme dans les sociétés patriarcales, plus la référence à ce Dieu joue un rôle d'oppression pour les femmes, et d'ailleurs pour tous les humains qui subissent une oppres-

La prise de conscience d'être membre à part entière de l'Église a trouvé ses appuis théologiques dans le travail de relecture de la Tradition.

sion due à leur race, culture, religion, situation sociale, etc.

De là découle l'importance de reprendre la manière de parler de Dieu (et de tout ce qui concerne notre rapport à Dieu) à partir de nos expériences particulières et, en tant que femmes, d'en parler en relation avec le féminin. De ce point de vue, ce qu'on appelle la théologie féministe privilégie une expérience particulière, celle des femmes



Photo: Céline Dubé

Construction d'une fresque lors d'une rencontre avec des femmes autochtones, organisée par le Réseau oecuménique des femmes en avril 1995.

qui cherchent à se situer dans une perspective de changement. Par contre, d'autres théologies donnent plus d'importance à ce qui identifie le féminin, culturellement. Par exemple, on peut réfléchir sur Dieu à partir de l'expérience de la maternité ou à partir d'une symbolique féminine (la rondeur), repenser notre rapport à l'univers ou à la Création. Cela ne s'oppose pas au fait de vouloir changer les conditions réelles de la vie des femmes pour les libérer des contraintes évitables. Cependant, une théologie «féminine» qui serait le reflet de l'idéologie patriarcale ou de la projection des hommes ne ferait que nous enfermer dans des stéréotypes. Le langage féminin sur Dieu est essentiel pour que les femmes se représentent dans leur sexe, de manière à se donner toute leur valeur d'être humain créé à l'image de Dieu, aussi valable que le masculin. La dimension sacrée de leurs vies de femmes requiert ce travail de féminisation des langages et du discours religieux.

Aussi pour référer aux diverses théologies faites par des femmes, pour des femmes, à partir des expériences multiples des femmes, il convient de parler de théologies féministes. Cependant, pour mieux indiquer la nouveauté que ces discours apportent dans le champ des représentations anthropologiques et théologiques, il peut être intéressant de dire et d'écrire: la ou les thé-a-logies. Comme il est parlant pour des femmes croyantes de dire *Dieue*. Tel est l'aboutissement de la prise de parole des femmes: tracer insidieusement des nouvelles figures du divin. C'est la révolution culturelle qui est devant nous.

De ce bilan, il m'importe de faire ressortir trois voies d'avenir. La première concerne le développement du mouvement des femmes sur le plan social. Une autre envisage la rencontre femme/homme et la dernière s'adresse à la dimension spirituelle. Dans le contexte de la mondialisation, le problème des diversités cultu-

relles et religieuses, entre les femmes, se présentera comme un défi majeur pour le féminisme dont l'origine est occidentale. Déjà, en Amérique du Nord, le féminisme blanc a été confronté aux diversités où il devient légitime de parler de théologie «womanist» (noire) et «mujerista» (latino-américaine)... La rencontre des différences des femmes entre elles a même remis en

Nul doute que les expériences des femmes correspondent à quelque chose d'essentiel au salut.

question la notion de «sororité», si fondamentale dans la conscience féministe. Il s'agira de donner toutes les couleurs au mot «solidarité» avant de la qualifier autrement. Pour les croyantes, il faut s'engager résolument dans la voie du dialogue entre les diverses confessions religieuses ou voies spirituelles. Les femmes non croyantes devront aussi s'ouvrir à l'aspect fort important de la religion dans les diverses sociétés et cultures, pour l'intégrer à titre de moteur de changement plutôt que de cause d'oppression ou de résistance.

La rencontre des femmes et des hommes est devenue encore plus ardue depuis le féminisme. Il devient urgent de travailler à refaire des ponts entre les deux sexes. Mais cela sera possible dans la mesure où les deux sexes sauront découvrir leur identité propre en se reconnaissant dans leurs différences. Le dialogue, l'interaction sera le chemin de ce travail d'intégration à partir de la prise en charge, l'un et l'autre, de notre devenir comme femme ou comme homme. La dualité des sexes est une donnée évidente qu'on a trop oubliée, mais, surtout, qui a été piégée dans le modèle unique du patriarcat, et donc de la suprématie d'un seul modèle masculin.

Enfin, le processus de libération qui a été le cœur du féminisme de ce siècle et qui a constitué le commencement d'une révolution culturelle, devra, pour continuer à s'accomplir, faire de la place à un travail en profondeur, travail d'intériorisation pour chaque femme qui, ainsi, se donnera naissance à elle-même tout en avançant en solidarité avec ses sœurs du monde entier. Une spiritualité féministe? Pourquoi pas! ■

Le bien commun

est le rempart contre la privatisation du monde. En témoignent à tour de rôle les membres de notre comité de rédaction.

Entre le bien commun et l'intérêt général

par Jean Pichette

L'objet de la résistance au néo-libéralisme peut s'énoncer très simplement: il s'agit de s'opposer à la destruction du monde commun dans lequel ont toujours vécu les hommes et les femmes, dans toutes les sociétés. Bien sûr, ce monde commun a pris différents visages, selon les lieux et les temps, et n'impliquait nullement l'égalité entre les membres d'une même communauté. Les sociétés française et anglaise du XVIII^e siècle n'ont, par exemple, rien à voir avec les sociétés qu'ont rencontrées les Espagnols en débarquant en Amérique, à la fin du XV^e siècle. Pourtant, l'idée d'une co-appartenance à un même monde allait de soi dans tous ces cas. C'est d'ailleurs parce qu'elle a longtemps imprégné étroitement le déroulement de la vie quotidienne que cette idée n'a pas eu à être énoncée comme telle, jusqu'à tout récemment.

Il n'a pas été nécessaire d'attendre le XX^e siècle pour que soit ressenti le besoin de dire cette unité du monde que partageaient les gens d'une même société. L'expression de «société», apparue dans les derniers siècles du Moyen Âge, traduit d'ailleurs la volonté de penser la commune inscription dans la vie sociale comme une réalité qui n'a rien de naturelle mais qui est instituée. Autrement dit, on reconnaît par là la dimension politique de l'être-ensemble, qui va s'affirmer lentement mais sûrement, sur une période de plusieurs siècles. Il a donc fallu que cette idée d'un monde partagé devienne problématique, appelant en retour un travail politique visant à assurer la cohésion sociale, pour que se développe la notion de «société». C'est dire à quel point la société et l'idéal d'un monde commun sont étroitement liés, et qu'ils constituent dès l'origine la raison d'être de l'activité politique.

En niant que la société soit une réalité politiquement instituée, le néo-libéralisme sape à sa base l'idée de bien commun. Déjà, le discours économique libéral du XVIII^e siècle claironnait que l'économie était le véritable fondement du lien social, réduisant en quelque sorte le politique à une chimère appelée à disparaître. Le siècle suivant, avec son cortège de misère et de pauvreté,

a bien montré que l'utopie logeait plutôt dans la volonté de réduire la société à un ensemble de rapports intéressés entre des individus réputés indépendants. C'est pourquoi il importe de revenir à la racine du libéralisme économique, qui est en train de contaminer la notion de bien commun en l'assimilant à celle d'intérêt général.

L'invocation de l'intérêt général par les opposants à la logique du tout-marché vise à baliser l'idée d'intérêt individuel, afin d'éviter que celui-ci devienne le seul fondement de l'action. Le «progrès» irait ainsi dans le sens du passage de l'intérêt individuel à l'intérêt général. Pourtant, dans le langage politico-économique, c'est au contraire l'intérêt général qui a accouché de son pendant privé! Dès le XVII^e siècle, une nouvelle

*En niant que la société
soit une réalité politiquement instituée,
le néo-libéralisme sape à sa base
l'idée de bien commun.*

maxime a ainsi irrigué le monde politique: «L'intérêt ne ment jamais». D'abord guide attribué au prince pour orienter la politique étrangère de la nation, l'intérêt est ensuite rapidement apparu comme la véritable source de l'action individuelle (qui devenait ainsi prévisible), ouvrant la porte à la vision réductrice de l'*homo œconomicus*, qui allait faire la gloire du discours économique.

Le développement historique de l'idée d'intérêt devrait suffire à montrer le danger qui guette l'assimilation du bien commun à l'intérêt général, qui se réduit alors à ce qui serait commun à tous les intérêts particuliers. Le bien commun n'est pourtant pas la simple intersection de tous les intérêts particuliers, qui regrouperait ce qui est commun à tous ces intérêts. À partir d'une telle conception du bien commun, on pourrait



Photo: Normand Blouin/STOCK

certes tenter d'établir une liste – nécessairement minimale – de ces intérêts particuliers partagés par tous. Mais la notion de bien commun se trouverait ainsi délestée de sa dimension politique et enfermée dans une conception étroitement utilitaire, conforme à la logique économique.

Pour s'opposer à la logique néo-libérale, il ne faut pas réduire le bien commun à l'intérêt général, correspondant au plus petit commun dénominateur des intérêts particuliers. La richesse du monde – et de notre présence dans ce monde – ne loge pas en chacun de nous, et dans ce qu'il peut y avoir d'identique (et d'«objectif», comme l'intérêt) en chacun de nous. Elle se trouve plutôt dans les rapports à autrui patiemment érigés dans le temps, qui ont construit notre monde comme une réalité signifiante, partagée, et pouvant dès lors, pour la société, faire l'objet d'un travail sur soi, à caractère politique.

Il y a ainsi une dimension symbolique du bien commun qui doit primer sur tous les contenus concrets qu'on peut lui donner par la suite. Dans son célèbre *Vocabulaire des institutions indo-européennes*, Émile Benveniste rappelle que chez les Grecs, le *sumbolon* consistait en un «anneau rompu dont les partenaires conservaient les moitiés concordantes». Ce «signe de reconnaissance» consacrait la réciprocité des rapports entre un membre d'une communauté et son «hôte» étranger. Reconnaître cette dimension symbolique,

encore aujourd'hui, c'est rompre avec la vision individualiste de la société, héritée du discours économique. L'opposition à la destruction du monde commun, à la privatisation du monde, passe avant tout par une remise en cause radicale de l'idée de la primauté de l'individu sur la société. S'il n'y a pas de société sans individu, il n'y a pas davantage d'individu sans rapport à l'autre: la richesse de notre monde loge d'abord dans les rapports d'obligations réciproques que les individus ont noué et continuent de tisser entre eux. Ces rapports sont bien sûr fragiles, mais ils résonnent comme un appel incessant à la solidarité humaine, qui ne se justifie que par la valeur – non monnayable! – qu'on prête à celle-ci. C'est pourquoi, à la pauvreté de l'intérêt partagé, l'idée de bien commun doit opposer la grandeur de la communauté, de ce qui se déploie, sans nécessité, mais qui nous lie, parce que cela fait sens.

Le libéralisme économique, comme en témoigne son histoire, ignore les questions de sens. Tout son développement se lit en fait comme celui d'une réduction des rapports sociaux à ce qu'ils ont de plus pauvre. Lorsqu'ils sont détachés des rapports sociaux traditionnels construits dans des liens d'obligations réciproques, les individus tendent en effet à n'entrer en relation entre eux que sur la base de leurs intérêts. C'est alors la société de marché qui triomphe, transformant l'espace public en un simple regroupement d'individus privés. Le politique se trouve ainsi ramené à une simple dimension instrumentale. Il devient un moyen pour les individus de maximiser leurs intérêts propres, délaissant du coup sa responsabilité première: permettre aux individus de débattre de l'avenir commun qu'il leur incombe de construire ensemble.

Au fond, c'est la fragilité des rapports humains qui en fait la richesse. Cette contingence est ce qui donne toute la beauté à ce monde, avec ce que cela comporte comme exigence, pour chacun d'entre nous, de contribuer au maintien – ou au rétablissement – de son harmonie. Dans *Les ailes du désir*, le cinéaste Wim Wenders faisait ainsi dire à l'ange Damiel, devenu un être de chair et de sang par son amour pour une femme: «Il est arrivé quelque chose, qui continue d'arriver, et qui me lie! C'était vrai dans la nuit et c'est vrai le jour. À présent, plus encore. Qui était qui? J'étais en elle... et elle était autour de moi. Je suis ensemble. Ce n'est pas un enfant mortel qui a été conçu, mais une image commune, immortelle.» Il n'en va pas autrement du bien commun: il est d'abord une image commune que nous devons nous donner du monde, tel que nous le voulons, et qu'il revient à chacun d'entre nous d'immortaliser, comme un appel constant à la construction d'un monde habitable par tous. ■

L'HÉRITAGE DE BORIS ELTSINE

Une entrevue avec Jacques Lévesque

La démission surprise du président Boris Eltsine, le 31 décembre dernier, bouscule l'échéancier électoral de la Russie, qui devra élire un nouveau président le 26 mars prochain. Le premier ministre, Vladimir Poutine, qui assume les fonctions présidentielles jusqu'au scrutin de mars, apparaît déjà comme le grand favori pour succéder à Eltsine. Pour faire le point sur la situation en Russie, nous avons rencontré le doyen de la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM, Jacques Lévesque, un spécialiste bien connu de la Russie. Nous remercions M. Lévesque d'avoir accepté de nous recevoir en janvier dernier.

Relations: *Le départ de M. Eltsine, après huit ans à la présidence de la Russie, s'est fait dans des circonstances très différentes de celles lui ayant permis de devenir le premier dirigeant russe de l'après-communisme. Pourriez-vous nous rappeler le contexte dans lequel M. Eltsine a été propulsé à la présidence de la Russie?*

Jacques Lévesque: La gloire de Eltsine comme dirigeant populaire s'est faite en 1986-87, alors qu'il était membre suppléant du Politburo, l'instance suprême du parti communiste, à titre de premier secrétaire pour la ville de Moscou. Gorbatchev l'avait fait venir pour l'appuyer dans le processus de réformes. Eltsine s'est alors fait connaître comme le champion de la lutte contre les inégalités sociales, contre les privilèges de la *nomenklatura* et des bureaucrates, contre la corruption.

Il se promenait dans Moscou en métro, plutôt qu'en voiture avec chauffeur, et il a fait supprimer voiture et chauffeur à certains membres de l'appareil du Parti et de l'État, résidant à Moscou. Il a également fait fermer un certain nombre de magasins spéciaux, qui étaient des magasins d'alimentation privilégiés où on trouvait des produits de luxe inexistants ailleurs sur le marché; il a fait démettre une série de fonctionnaires de la ville de Moscou pour corruption et malversation, etc. Il s'est donc fait un grand crédit populaire en tant que leader populiste, égalitaire.

Il a cependant été limogé de ses fonctions de secrétaire du Parti pour la ville de Moscou, dès 1987. Gorbatchev l'a sacrifié, pas de sa propre initiative, mais parce que les actions de Eltsine contre les cadres de l'appareil du Parti l'avaient rendu assez impopulaire auprès d'eux. Cela a été vu dans la population, et à juste titre, comme une sanction pour les positions courageuses qu'il avait prises face à l'appareil. C'est donc à cause de ce qu'il a fait en 1987, de son limogeage et des raisons de celui-ci, que

s'est construite sa popularité. Mais, dès les élections de 1989, il s'est fait élire avec un score remarquable comme député au niveau fédéral, contre celui qui lui avait succédé comme premier secrétaire de la ville de Moscou. À partir de là, il est devenu le point de ralliement autour duquel se sont rassemblées, dans le soviet suprême du niveau fédéral, les forces d'opposition qui voulaient aller plus vite dans les réformes.

Rel.: *Quelle était alors sa pensée économique?*

J.L.: Il n'avait à ce moment-là aucune pensée économique. Il ne proposait rien pour des réformes globales de l'économie, et n'a d'ailleurs jamais eu de pensée économique propre. Ce qui était vraiment de lui à ce moment, c'était l'idée que si on supprimait tous les privilèges dont j'ai parlé, cela permettrait d'en donner davantage à la population. Mais, au terme du règne de Eltsine, on constate que les choses ne se sont pas du tout améliorées. Bien sûr, il y avait des privilèges, des inégalités et de la corruption dans le système soviétique: mais la situation était hors de toute commune mesure avec celle qui prévaut aujourd'hui, qui est bien pire. C'est ce que montrent tous les indicateurs concernant notamment la corruption, les inégalités — qui sont absolument colossales, des fortunes s'étant construites sur le pillage des biens de l'État —, etc.

Rel.: *La situation s'est donc à ce point dégradée pendant le passage de Eltsine?*

J.L.: Un collègue américain a fait remarquer qu'on n'a jamais vu une telle destruction économique en temps de paix. Le produit national brut de la Russie a chuté de près de 50%, entre 1991 et maintenant! Certains vous diront que, de toutes façons, c'était de la production de mauvaise qualité. C'est vrai dans une mesure importante, mais il n'y a pas que cela: la production agricole a elle-même chuté de près de 45%! On parle ici de produits alimentaires, pas de production de mauvaise qualité dont personne ne voudrait. La façon catastrophique de mener les réformes a donc vraiment amené une destruction économique colossale. Les privatisations se sont traduites par un pillage des ressources les plus rentables de l'État: le gaz, le pétrole, les diamants, toutes les matières premières facilement vendables sur les marchés internationaux et payables en devises qui ne reviennent pas en Russie, alors que celle-ci a pourtant d'énormes besoins en investissements.

Les données de l'Institut des problèmes sociopolitiques de l'Académie des sciences de la Fédération de Russie indiquent bien que la situation économique est absolument catastrophique. L'espérance de vie des hommes est ainsi passée, entre 1991 et 1995, de 66 à 59 ans! Pour les femmes, la diminution est beaucoup moindre, de deux ans, mais l'espérance de vie est quand même passée à 73 ans pour la même période. Tous les indicateurs de stress social et même de détresse sociale pointent en fait dans la même direction. Ainsi, entre 1990 et 1994, le

nombre de suicides est passé de 39 000 à 62 000; entre 1992 et 1995, le nombre de meurtres prémédités a doublé, et pour la seule année 1994, le nombre de décès reliés à l'alcool a connu un bond de 25%. Mais, en même temps, ce n'est pas le Sahel: personne ne meurt de faim.

Rel.: *Comment les gens font-ils pour survivre dans ces conditions?*

J.L.: Le chômage est relativement acceptable, avec un taux officiel autour de 12 ou 13%. Mais, en réalité, les gens ne sont pas payés pendant six mois, ne reçoivent pas leur salaire, ou bien leur durée de temps de travail est réduite, même s'ils conservent une espèce d'attache avec leur employeur. Les entreprises font des distributions de nourriture, et tout se passe par le troc, à cause de la politique monétariste, qui fait que très peu de crédits sont maintenant accordés aux entreprises. D'après la Banque mondiale, entre 50 et 70% des échanges entre les entreprises se font d'ailleurs sur une base de troc. Je voyais par exemple récemment que des mineurs n'étaient pas payés depuis des mois. Mais la direction distribue du pain, des sandwichs, de la viande pour apporter à la maison, parce qu'elle a des arrangements avec un centre d'anciens kolkhozes, des fermes coopératives que la mine alimente en charbon pour se chauffer, etc.



Photo: Itar-TASS/CANAPRESSE

Lors d'une émission télévisée, Boris Eltsine s'adresse à la nation russe après avoir limogé Sergueï Stépachine, en août 1999.

Les gens réussissent donc à s'arranger de toutes sortes de façons. Mais tout cela a un prix: il y a une dépolitisation très importante, une espèce de dégoût de la chose politique dans la population. Cela est très inquiétant. Chez le Russe moyen, le mot démocrate est devenu un terme péjoratif. Un démocrate, c'est quelqu'un qui s'est rempli les poches et qui nous a raconté n'importe quoi! Eltsine a d'ailleurs eu un moment d'honnêteté quand, dans son discours de démission, il s'est excusé pour les désillusions qu'il avait entraînées. Il avait raconté, au début de son règne, qu'il y aurait une période de passage à vide pendant six mois, puis que le niveau de vie de tout le monde allait monter!

Rel.: *C'est également sous la présidence de Eltsine, à la tête de la Russie, que l'ex-URSS a littéralement volé en éclats. Peut-on dire que Eltsine porte la responsabilité de cet éclatement de l'empire?*

J.L.: C'est en mars 1990, lors des élections du Soviet suprême dans les quinze républiques encore regroupées dans l'Union des républiques socialistes soviétiques, que le mouvement indépendantiste lituanien prenait le pouvoir en Lituanie. Au même moment, Eltsine était élu député du soviet suprême de la Russie, puis président du soviet suprême de la fédération de Russie. Il a alors commencé sa bataille contre Gorbatchev avec une proclamation de la souveraineté de la Russie. Il a d'ailleurs gagné cette bataille en encourageant le nationalisme dans toutes les autres républiques, et même à l'intérieur de la république de Russie. Il se promenait partout en appelant les différentes républiques à prendre autant de souveraineté qu'elles étaient capables d'en avaler. Mais il faut bien comprendre que la souveraineté consistait alors à affirmer la primauté des lois des républiques sur la loi fédérale. Il s'agissait en fait, pour les républiques, de se placer dans une bonne position de négociation, afin d'amener le pouvoir fédéral à se contenter des pouvoirs résiduels que les républiques voudraient bien lui concéder.

Rel.: *Voulez-vous dire que Eltsine s'opposait à la destruction de l'ex-URSS?*

Au terme du règne de Eltsine, on constate que les choses ne se sont pas du tout améliorées.

J.L.: Il n'était pas question de détruire la fédération, du moins dans l'esprit de Eltsine, qui n'encourageait les prises de souveraineté que dans une perspective de vaste partage des pouvoirs. À ses yeux, tout ce qui pouvait affaiblir le pouvoir central était bon pour la démocratie et l'avancement des réformes, parce que, disait-il, toutes les forces réactionnaires – le KGB, les forces armées, l'appareil central du parti – sont concentrées dans le pouvoir. Ces batailles ont abouti à la tentative de putsch, en 1991. Les putschistes voulaient renverser le rapport de forces en faveur du pouvoir fédéral et négocier avec Eltsine, à partir d'une position de force, un traité de la fédération qui soit beaucoup plus centralisé que ce que Eltsine voulait.

Le putsch ayant échoué, ce qui restait de forces au niveau fédéral s'est désintégré et ce fut la fin de l'URSS, six mois plus tard, le 8 décembre 1991, jour de l'Immaculée-Conception.

Par la suite, notamment en 1995-96, lors de la guerre de Tchétchénie, on a dit de Eltsine qu'après avoir présidé à la montée des nationalismes et au démantèlement de l'URSS, il était maintenant en train de présider au démantèlement de la Russie, à sa décomposition. Mais il s'en est toujours défendu, en disant qu'il n'a jamais voulu la fin de l'URSS.

Rel.: *Cette position de Eltsine vous paraît-elle défendable?*

J.L.: Cela mérite certainement une discussion. Si Eltsine a tout fait pour amener le démembrement de l'URSS, son système de défense n'est pas totalement absurde. Après l'écrasante victoire – à plus de 90% – des indépendantistes d'Ukraine, lors du référendum de décembre 1991, Eltsine estime qu'il n'avait pas le choix de dissoudre l'URSS pour créer un nouvel ensemble, la Communauté des États indépendants (CEI). C'était, dit-il, le seul moyen de garder l'Ukraine dans un lien quelconque avec la Russie. Et, effectivement, dans l'esprit de Eltsine, la CEI devait être le début de la constitution d'une nouvelle confédération, d'un nouvel ensemble librement consenti sur la base de délégation de pouvoirs vers le centre.

Eltsine se excuse donc en disant qu'il n'a pas eu le choix et que c'était le seul moyen pour reconstruire et garder l'Ukraine, qui était la plus importante des républiques pour la Russie. En fait, Eltsine était tellement sur la défensive au sujet des accusations de démembrement de l'ex-URSS, il avait tellement peur que l'Ukraine quitte la CEI, qu'il était prêt à faire des concessions. Parce qu'il était en position de faiblesse et donc facilement victime du chantage des autres membres de la CEI, il était obligé de leur céder à peu près tout ce qu'ils lui demandaient.

C'est d'ailleurs cette logique qui a amené la première guerre de Tchétchénie, qui a été une erreur catastrophique, parce que contrairement à ce que croyait Eltsine, la situation n'était pas mûre, même si son ministre de la défense lui avait dit que Grozny serait prise en trois heures! Eltsine croyait donc que ce serait un coup facile pour montrer que, contrairement aux accusations des communistes et des nationalistes de tous poils, il était décidé à préserver l'intégrité de l'État russe. Sauf qu'il n'a pas fallu trois heures, ni trois jours, ni trois semaines, mais trois mois pour prendre Grozny, et la guerre a continué après, entraînant la catastrophe que l'on connaît. Reste que Gorbatchev avait refusé de décréter l'état d'urgence pour empêcher la désintégration de l'URSS, et qu'il avait même refusé de menacer d'utiliser la force pour empêcher l'Europe de l'Est de s'émanciper. Eltsine n'a pas reculé où Gorbatchev l'a fait. La Tchétchénie, c'était impensable sous Gorbatchev, im-pen-sable!

Rel.: *L'arrivée de Poutine dans le décor politique russe présente des analogies importantes avec la situation que vous décrivez, notamment en ce qui concerne les rapports de la Russie avec la Tchétchénie.*

J.L.: Il faut d'abord replacer l'arrivée de Vladimir Poutine dans son contexte. Le fil conducteur commence avec la destitution d'Evgueni Primakov, qui avait été nommé Premier ministre en septembre 1998, et se poursuit avec son remplacement par le ministre de l'intérieur, Sergueï Stepachine, en mai 1999. Des enquêtes menées sous Primakov atteignaient l'entourage de Eltsine, et un mandat d'arrêt avait même été émis contre Boris

Berezovski, puissant oligarque très proche de Eltsine. Primakov était décidé à limiter le pouvoir des oligarques et constituait donc une menace pour l'entourage de Eltsine, qui l'a destitué. Primakov a immédiatement connu une hausse de popularité et, alors qu'il est remplacé par Stepachine, se forme le bloc entre lui et Loujkov, le maire de Moscou, avec l'hypothèse que Primakov soit candidat aux élections présidentielles, avec d'excellentes chances d'être élu. Stepachine sera lui-même renversé pour n'avoir pas réussi à casser cette alliance en formation, particulièrement menaçante pour le Kremlin. C'est à ce moment que Poutine est arrivé, en août dernier, avec pour mission principale de faire échec à cette menace. Et on peut dire que cela a été une mission réussie.

Rel.: *Comment expliquez-vous ce succès?*

J.L.: D'une part, en plus d'être le chef du FSB, le service de sécurité qui a succédé au KGB, Poutine avait été, dans l'administration présidentielle, responsable des rapports entre la présidence et les gouverneurs des différentes républiques, qu'ils connaissaient donc personnellement. Comme Premier ministre,

*Poutine apparaît comme quelqu'un
qui a de la poigne, qui sait où il s'en va,
qui a de l'autorité.*

il avait des capacités de chantage sur eux, en disant par exemple que pour avoir tel crédit, ils devaient faire telle ou telle chose. En plus, il avait des dossiers sur des cas de corruption, et donc un pouvoir de chantage, d'intimidation et de récompense auprès des différents gouverneurs. Il en a effectivement débauché un certain nombre, qui se sont retirés de l'alliance entre Loujkov et Primakov.

Mais l'affaire gagnante a été, bien sûr, la guerre de Tchétchénie. Il y a d'abord eu, et cela est vérifiable, les interventions au Daghestan des bandes armées de l'ex-dirigeant tchétchène Chamil Bassaïev. Les autorités du Daghestan ont alors demandé aux Russes d'intervenir. Mais Bassaïev, ce n'est pas toute la Tchétchénie, c'est vraiment un seigneur de la guerre, d'ailleurs en conflit avec le président de la Tchétchénie.

Puis il y a eu les fameux attentats à Moscou et ailleurs en Russie, au début de l'automne dernier, attentats qui ont fait près de 300 morts, et qui ont été attribués aux rebelles tchétchènes, bien que certains y voient plutôt le fruit d'un complot des dirigeants russes. Je suis personnellement très réservé sur cette théorie du complot, mais il est clair que ces attentats ont effectivement nourri une psychose anti-tchétchène qui est venue faire de cette guerre une guerre populaire.

Rel.: *La guerre en Tchétchénie a donc bien servi l'ascension au pouvoir de Poutine?*

J.L.: Dans une situation de chaos, de désordre, Poutine apparaît comme quelqu'un qui a de la poigne, qui sait où il s'en va, qui a de l'autorité. Une main de fer, cela marche dans le contexte actuel: Poutine a pu en donner des preuves en Tchétchénie. La loi et l'ordre sont sa seule marque de commerce, cela marche! L'élection des députés à la Douma, le 19 décembre, l'indique bien. La liste soutenue par Poutine était une liste d'inconnus,



En janvier 2000, les combats se sont intensifiés en Tchétchénie. Ici, un soldat russe monte la garde dans un poste de contrôle, alors que de nombreux Tchétchènes cherchent refuge hors du pays.

sans programme véritable: elle a été élue en deuxième place, après les communistes, et même s'ils partaient de zéro trois mois auparavant, ils ont dépassé le tandem Loujkov-Primakov, pourtant considéré comme une menace considérable.

On peut donc voir la démission de Eltsine comme le dernier acte d'un long processus entamé avec le limogeage de Primakov. En donnant à Poutine tous les privilèges d'un président en exercice jusqu'à l'élection de mars, on lui permet d'utiliser des moyens de pression sur ses adversaires que ceux-ci n'ont pas. La démission de Eltsine constitue donc en quelque sorte un détournement de démocratie. Eltsine n'a pas attendu le terme de son mandat, même s'il n'y avait rien qui justifiait cela. Il n'était pas plus malade qu'avant. Ce n'est pas un hasard si le premier geste de Poutine a été de signer un décret d'amnistie pour protéger Eltsine et sa famille contre toute poursuite, contre toute enquête: cela a sûrement été négocié avant.

Rel.: *Quelle est la pensée économique de Vladimir Poutine?*

J.L.: Il va poursuivre la transition à l'économie de marché, peut-être en essayant d'introduire des éléments d'ordre là-dedans. Mais son arrivée reste assez inquiétante et troublante. Car son seul bilan à l'heure actuelle, et c'est un peu affolant, est la guerre de Tchétchénie. Qu'est-ce qu'il fera par la suite? C'est l'inconnu, et c'est là que le vrai Poutine va peut-être sortir de la bouteille. Mais, à mon avis, cela ne peut pas être pire que Eltsine.

D'abord, Poutine est en possession de ses moyens, contrairement à Eltsine. Et il n'a pas une réputation personnelle de corruption, ce qui ne veut pas dire qu'il n'est pas corrompu, mais il l'est probablement moins que les autres. On peut donc avoir des surprises. Plutôt mauvaises, oui, mais il paraît difficile que ce soit pire que la situation précédente. Pour l'instant, la chose la plus inquiétante est de voir comment il va se sortir de Tchétchénie. Je ne vois pas comment il peut se sortir de ce guépier. Je crois d'ailleurs que c'est la raison pour laquelle Eltsine a précipité, par son départ, l'élection présidentielle.

Rel.: *Que pensez-vous de l'attitude de l'Occident à l'égard de Eltsine et de la Russie en général?*

J.L.: L'attitude de l'Occident à l'égard de la Russie, et de Eltsine en particulier, a été tout à fait complaisante et, à plusieurs égards, scandaleuse. Eltsine a réussi le tour de force de convaincre Clinton et un certain nombre de chefs d'États qu'il était le seul rempart contre le retour au communisme. Et les Occidentaux sont tombés dans le panneau, puisque je pense que le retour au communisme est impossible, et le serait même si le parti communiste gagnait les élections présidentielles. Les Russes n'ont plus les moyens d'un retour à la confrontation. En plus, il y avait d'autres alternatives démocratiques en dehors de Eltsine. Mais les Américains ont mis tous leurs oeufs dans le panier de Eltsine, ils ont marché dans ses surenchères, qui consistaient toujours à dire: «C'est moi ou la peste brune-rouge».

Rel.: *Jugez-vous de la même façon l'attitude de l'Occident dans le dossier de la Tchétchénie?*

J.L.: Je n'arrête pas de dire qu'en termes de massacres de populations civiles et de droits de l'Homme, ce qui se passait au Kosovo avant l'intervention de l'OTAN, et je dis bien avant, était infiniment moins sérieux que ce qui se passe maintenant en Tchétchénie. Et j'aime rappeler que pendant la première guerre en Tchétchénie, en janvier 1996 – alors qu'il était à Moscou et qu'il savait que la guerre était très impopulaire dans la population – le président Clinton a affirmé publiquement, visiblement pour aider Eltsine, qu'il comprenait la situation difficile de Eltsine avec la Tchétchénie, et que les États-Unis avaient eux aussi eu leur propre guerre de sécession! Alors que dans l'historiographie américaine et l'historiographie occidentale, s'il y a une guerre juste par excellence, c'est bien la guerre de Sécession, ou d'anti-Sécession, conduite aux États-Unis. Clinton ne pouvait pas donner une caution morale plus forte à Eltsine dans une guerre qui a fait, d'après les statistiques du général Lebed, 100 000 morts, essentiellement parmi les civils.

Rel.: *Réussissez-vous tout de même à garder un peu d'espoir pour la Russie?*

J.L.: Oui, mais dans la mesure où cela peut difficilement être pire. La Russie est un phoenix qui a toujours su renaître de ses cendres. Et elle a des ressources énormes. C'est le premier producteur de pétrole au monde, raison pour laquelle il y a des fortunes colossales en Russie. De plus, 50% de la consommation de gaz de l'Europe occidentale provient de Russie, qui compte aussi une élite scientifique remarquable et un niveau d'éducation très élevé. Tôt ou tard, la Russie va finir par se sortir de ce marasme, mais la question est de savoir quand et comment. ■

(entrevue par Jean Pichette)

lectures du mois

avec Anne-Marie Aitken et André Beauchamp

LA PLUS BELLE DES FOLIES

Alexandre Jardin,
Autobiographie d'un amour,
Paris, Seuil, 1999; 224 p.

Tout le monde ou presque connaît Alexandre Jardin. On s'est arraché ses romans: *Fanfan*, *le Petit Sauvage*, *le Zèbre*, *le Zubial*, etc. On a couru voir les films que ses ouvrages ont inspirés. Lors du récent salon du livre à Montréal, de nombreux acheteurs faisaient la queue pour lui faire signer un autographe. Pourquoi donc un tel engouement? Ce jeune auteur sait tout simplement parler d'amour et toucher le cœur de chacun.

Son dernier roman est aussi cocasse que les précédents. Un même fil conducteur se déploie, la même question obsédante fournit la trame de l'intrigue. Comment rester amoureux de la femme qu'on aime? Comment lui prouver, de manière originale, que plus les années passent, plus on l'aime sans que la passion faiblisse?

La plus belle des folies n'est pas d'aimer, mais de permettre à l'autre de s'aimer. Cette phrase de Jacques Salomé

placée en exergue du livre a visiblement inspiré Alexandre Jardin. Il reconnaît avoir également une dette envers le professeur Milton H. Erickson, psychothérapeute américain renommé, qui lui a enseigné la connaissance de l'être humain. Le roman est une formidable orchestration des intuitions et idées de ces deux hommes, non sous forme théorique, mais en acte à travers l'existence même des personnages.

Le premier, Alexandre Rivière, a trente-deux ans lorsqu'il découvre qu'il a bien mal aimé son épouse, Jeanne. Il tente de la reconquérir. Mais il est trop tard, elle ne veut plus de ses baisers. Pas d'autre solution pour lui que de partir sans crier gare, de laisser sa famille, Jeanne et leurs deux enfants, derrière lui.

Le deuxième est le frère jumeau du premier, du nom d'Octave Rivière. Il débarque auprès de Jeanne, deux ans après le départ de son mari. Entre eux, une curieuse relation se noue qui rend Jeanne à ce qu'elle est vraiment.

Enfin, la femme: Jeanne. Tout se passe comme si le roman se concentrait sur ce troisième personnage et cherchait uniquement à le mettre en valeur. Nous devenons témoins de son trajet et de sa libération. À travers sa relation avec Octave Rivière, cette femme apprend à s'aimer, à dépasser

ses peurs et ses angoisses, sa culpabilité et ses ressentiments; à devenir elle-même osant exprimer ses colères et ses rêves, à apprivoiser son corps et sa beauté charnelle. Elle reprend confiance en elle. Toutefois Octave n'est pas son mari. Peut-elle s'engager avec lui?

Un conseil: lisez vite ce roman plein de finesse et de surprise. Vous ne serez pas déçus. ■

Anne-Marie Aitken

RECONSTRUCTION ET COHÉRENCE

Jean-Claude Guillebaud,
La refondation du monde,
Paris, Seuil, 1999; 365 p.

« **L**e monde qui nous attend n'est pas à conquérir mais à fonder. » Cette phrase qui conclut le livre de Guillebaud en résume parfaitement le propos. Qui dit fondation dit

à la fois donation de sens et projet. Qui dit refondation dit interprétation du passé, herméneutique, mais également volonté délibérée de prendre en mains le futur en assumant l'héritage. L'auteur lui-même donne précisément le sens d'une généalogie, d'un principe de continuité.

Partant du désenchantement du monde, Guillebaud pose d'entrée la question: «Où donc notre société puisera-t-elle ce corpus infiniment ramifié de convictions communes, principes partagés, certitudes admises (...) qui lui fournit sa cohésion, voire sa raison d'être, tout en lui permettant d'inscrire chacun de ses membres dans une pédagogie humanisante?» (p. 13)

L'auteur décrit d'abord l'ampleur du vide actuel, depuis la guerre 1914-18 jusqu'au postmodernisme. Contre nos attentes et idéaux, c'est finalement le marché qui a pris toute la place et qui nous impose une logique totalitaire. Faut-il donc baisser les bras, renoncer au bien commun et au projet d'égalité entre les hommes?

Dans la deuxième partie de son livre, laquelle constitue le gros oeuvre (pages 87-277), Guillebaud dresse en six chapitres l'héritage du testament occidental. Sur six points qu'il juge essentiels, l'auteur estime que le meilleur de l'héritage est menacé, sinon dilapidé. Cet héritage est le fruit de la tradition biblique du christianisme et de la pensée grecque. La première de ces valeurs est la notion d'espérance – et son corollaire, celle de progrès – que l'on doit aux prophètes d'Israël. Elle est mise en échec par la notion de fatalité du marché. La seconde valeur est celle de l'égalité des humains attribuable au monothéisme et mise en exergue par saint Paul. La troisième est celle de la raison qui nous vient de la tradition grecque et qui substitue la recherche du principe à la raison du plus fort. L'auteur dénonce la superstition scientifique qui nous enferme dans un rationalisme étouffant et inhumain. La quatrième valeur est celle de l'universalité issue de l'héritage romain et chrétien. L'auteur s'attarde assez longuement sur la contribution de Paul à cet universalisme. Aujourd'hui on a tendance à confondre l'universalisme, qui ne récuse pas les particularismes, avec la mondialisation, phénomène beaucoup moins tolérant.

La cinquième valeur est celle de l'identité du moi. L'auteur cite Vouga: «L'individu défini comme personne acceptée indépendamment de ses qualités et constituée par une décision indépendante de son appartenance sociale et ethnique est une invention du christianisme» (p. 221). Il

affirme plus loin: «Le siège de la décision éthique est dorénavant l'individu et non plus le commandement communautaire» (p. 223). Mais cet individualisme s'est exacerbé au point que les gens recherchent désespérément des groupes «au prix d'une adhésion sans nuance, voire d'une obéissance fusionnelle aux codes et aux valeurs dudit groupe» (p. 239). La sixième valeur est celle du sacrifice. Guillebaud reprend la thèse de Girard selon laquelle Jésus a aboli la violence sacrificielle traditionnelle en devenant lui-même victime offerte, nous délivrant ainsi de la recherche d'un bouc émissaire. Selon l'auteur, autant du côté du droit que de celui de l'économie, nous avons tendance à revenir à l'idéologie du bouc émissaire, surtout à l'égard des pauvres et des laissés pour compte.

Dans une troisième partie «Rendez-vous avec le monde», Guillebaud propose une reconstruction: «Cette résignation à l'immédiateté du monde et à la disparition de l'avenir menace de dissoudre à son tour la politique et, avec elle, l'aspiration minimale à l'égalité et à la justice» (p. 279). Il plaide pour un humanisme paradoxal. Il écorche rudement au passage John Rawls: «Si aucune conviction forte ne nous rassemble, au nom de quoi choisirions-nous la justice plutôt que l'injustice» (p. 287). Il plaide pour un humanisme paradoxal qui assumerait l'héritage du judéo-christianisme dans une laïcité ouverte. Il dénonce vivement les chantages du retour au paganisme qui, sous prétexte de libération des contraintes, nous ramèneraient à la barbarie, à la violence primitive. Il dénonce au passage l'oeuvre de Julius Evola (p. 297-307), mais aussi Drewermann qu'il trouve trop complaisant. Il plaide pour un dialogue robuste entre le judaïsme et le christianisme, en distinguant un antisémitisme chrétien (qui vise à convertir plutôt qu'à anéantir) et un antisémitisme païen beaucoup plus radical. Il esquisse un peu de prospective en évoquant le cyberspace et la cyberculture, lesquels accentuent la déterritorialisation, ce qui ne signifie pas pour autant l'accès à l'universel.

Au total, il s'agit d'un livre éclairant et stimulant, qui présage de la fin d'une ère de déconstruction systématique et annonce une entreprise de reconstruction et de cohérence. Or, il le fait en assumant la grande tradition religieuse de l'Occident, le judaïsme, le christianisme et, pour une part nettement moindre, l'islamisme. Voici un auteur qui ne se sent pas coupable de son héritage religieux, sans par ailleurs jamais tomber dans la pieuserie. La documenta-

tion citée est solide et presque toujours récente. Le niveau d'écriture reste très accessible, compte tenu de l'envergure des thèmes abordés. La troisième partie du livre m'est apparue plus faible. L'auteur est plus à l'aise dans l'analyse que dans la proposition d'une pensée globale. Dans l'ensemble, son ouvrage est un plaidoyer pour la démocratie et la défense des pauvres, contre la prédominance du marché et de l'utilitarisme. Il est aussi une invitation pressante pour un dialogue interreligieux en profondeur, en particulier entre chrétiens et juifs.

Au plan anecdotique, signalons que Charles Taylor enseigne à McGill et non à Macgill (p. 17). Il manque à l'ouvrage un index thématique et une bibliographie générale. Notons enfin que l'auteur cite même Jean Pichette, rédacteur en chef de *Relations*, dans un article publié dans *Le Devoir* (p. 74). ■

André Beauchamp

LA RADICALITÉ ÉVANGÉLIQUE À BRAS-LE-CORPS

Guy Coq,
Dis-moi ton espérance,
Paris, Seuil, 1999; 192 p.

Professeur de philosophie dans la région parisienne en France, ancien militant chrétien de gauche très engagé, auteur de plusieurs livres sur l'éducation, la laïcité et la démocratie, Guy Coq explicite dans cet ouvrage le trajet d'humanité qu'il a parcouru de son enfance à l'âge de la retraite. Itinéraire chaotique qui le conduit, un temps, au bord du désespoir; lui fait traverser des zones d'obscurité où la haine de la vie et de soi-même l'emporte sur les valeurs que sa famille lui a transmises. Vient alors le temps du retournement qu'il a longuement décrit dans un précédent livre: *Que m'est-il donc arrivé?*

Homme de raison et de réflexion, l'auteur ne se résout pas à croire que le mystère est quelque chose que l'on ne peut comprendre. Il le considère plutôt comme quelque chose qui s'ouvre à l'intelli-

gence et qu'on n'a donc jamais fini de comprendre. Aussi s'attache-t-il à expliciter ce qui lui est arrivé, à en rendre compte dans un langage accessible à ses contemporains. Il tricote ainsi la foi et la culture. Des auteurs contemporains lui servent d'inspiration. On se retrouve tour à tour aux côtés de Meursault, héros du livre d'Albert Camus *L'Étranger*, ou de Jean Valjean, héros des *Misérables* de Victor Hugo.

Plusieurs chapitres du livre sont éclairants. Pour ma part, je retiens surtout le cinquième, *L'espérance et l'engagement*, et le huitième, *La défaite du mal*.

Bien des chrétiens ont baigné, au XXe siècle, dans une culture de l'engagement qui a correspondu à une nouvelle manière d'inscrire le christianisme dans le monde. Le pari était de faire émerger une autre société, en fonction d'une utopie sociale, sans toutefois la confondre avec le royaume de Dieu. Au service d'un sens de l'histoire et du salut de l'humanité, cet engagement dans la société se conjugait avec un engagement communautaire dans la foi en l'Évangile.

Mais, constate Guy Coq, cette culture s'est effondrée. Le monde est apparu plus complexe, l'économie a pris le pas sur le politique et le désir d'épanouissement a conduit les individus à réussir leur vie personnelle. L'auteur en vient donc à rechercher de nouvelles conditions pour cette culture de l'engagement. Il faut, selon lui, ré-articuler les niveaux de l'action collective et les registres de l'action personnelle, reconstituer le fil d'une histoire humaine.

Finalement, la voie la plus sûre vers l'espérance lui paraît être l'utopie négative. « Celle-ci ne prétend pas dire à l'avance ce que pourrait être la société parfaite. Elle avertit seulement de ce qui pourrait être le pire. [...] Elle sait que les sociétés humaines les plus pacifiées à une époque sont

capables d'engendrer les barbaries les plus extrêmes à une autre » (page 77).

Ce mystère de la présence du mal dans le monde conduit l'auteur à ré-examiner plusieurs concepts de la tradition chrétienne dont celui de *rédemption*, en projetant sur eux une lumière nouvelle. Il constate que lorsque la philosophie prétend expliquer le mal, elle le situe dans un ordre du monde et ce faisant, elle le dissout comme mal, tout en se protégeant d'une perception de la réalité du mal.

Seule une recherche spirituelle tournée vers l'existence des humains, avec leur histoire personnelle et collective, peut faire pressentir l'ampleur du mal dans l'univers et conduire à mieux comprendre la rédemption opérée par le Christ. Dans sa mort et sa résurrection, la défaite du mal est radicale. Par le don qu'il fait de sa vie, qui est le don de Dieu même, il retourne le mal. L'espérance ne nie pas le mal et l'étendue de son emprise sur la création. Pour Guy Coq, le mal est au contraire le lieu d'où peut jaillir l'espérance.

Réfléchir ainsi suppose de prendre à bras-le-corps la radicalité évangélique sans esquiver son côté abrupt. L'auteur avance méthodiquement dans son exposé, il réfute un certain nombre d'arguments qui se présentent à lui, provenant de ses amis agnostiques qu'il connaît bien pour les avoir longuement fréquentés et aimés.

Ce livre donnera du grain à moudre à un certain nombre d'entre nous. Il est particulièrement bienvenu alors que nous cherchons à préciser les liens entre la politique et la foi, entre la foi et la religion, entre la foi et la raison. Le lecteur appréciera le ton de l'ouvrage. Jamais Guy Coq ne se croit arrivé au bout. Il sait seulement qu'il est impossible d'oublier le passé et que tout est à recommencer chaque jour. ■

Anne-Marie Aitken

LIVRES REÇUS

Voici quelques-uns des livres que les éditeurs ont fait parvenir à *Relations* au cours des derniers mois :

– Zaki Laïdi, *La tyrannie de l'urgence*, Coll. Les grandes Conférences, Montréal/Québec, Fides/Musée de la civilisation, 1999; 48 p.

– Chantal Bouchard, *On n'emprunte qu'aux riches. La valeur sociolinguistique et symbolique des emprunts*, Coll. Les grandes Conférences, Montréal, Fides, 1999; 42 p.

– André Patry, *Considérations sur le langage*, Coll. Les grandes Conférences, Montréal, Fides, 1999; 44 p.

– Roland Arpin, *La fonction politique des musées*, Coll. Les grandes Conférences, Montréal/Québec, Fides/Musée de la civilisation, 1999; 46 p.

– Coll. (sous la dir. de Clermont Bégin, Pierre Bergeron, Pierre-Gerlier Forest et Vincent Lemieux), *Le système de santé québécois. Un modèle en transformation*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1999; 443 p.

– Coll. (sous la dir. de Robert Boily), *L'Année politique au Québec 1997-1998*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1999; 270 p.

– Lucie Dufresne, *Les mayas et Cancun*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1999; 348 p.

– Pierre Barret et Jean-Noël Gurgand, *Priez pour nous à Compostelle. La vie des pèlerins sur les chemins de Saint-Jacques*, Paris, Hachette, 1999; 348 p.

– Gérard Vindt, *La mondialisation De Vasco de Gama à Bill Gates. 500 ans de capitalisme*, Paris, Mille et une nuits, 1999; 144 p.

– Michel Poulin, *Le temps et l'argent*, Montréal, Quebecor, 1999; 232 p. ■

à signaler

□ « **L'offensive des religions** », *Manière de voir*, n° 48, novembre-décembre 1999. Voici un supplément du *Monde diplomatique* fort intéressant. Après une introduction sur la situation des religions dans le monde, le dossier se compose de quatre parties : le Vatican et le nouvel ordre moral, les défis de l'Islam, des partis politiques à l'assaut du pouvoir, sectes et nouvelles spiritualités. De nombreuses références bibliographiques. □ « **Le politique en otage** », *Cahiers de recherche*

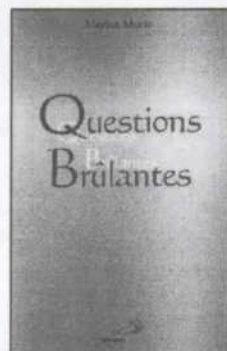
sociologique, n°32, 1999. D'heureuses contributions dans ce numéro pour mieux saisir comment les sociétés contemporaines ne paraissent plus mûrir d'autre projet pour elles-mêmes que celui que leur propose la mondialisation du capital. Sont analysées ici la politique industrielle, l'économie sociale, les incidences des métamorphoses du politique sur l'éducation au Québec. On y trouve aussi une étude du libéralisme de Hayek.

• CHOIX DE LIVRES •



LE NECTAR ET LE POISON
Les Gourous et les Maîtres
Pierre Pelletier
280 pages • 24,95 \$

L'auteur situe le Gourou et le Maître dans leurs différents contextes: Gourou hindou et tibétain, Maître Zen et Maître ésotérique, Maître juif et Maître spirituel chrétien. Il examine le rôle du Maître dans toute vie spirituelle et la tendance occidentale moderne à refuser tout Maître.



QUESTIONS BRÛLANTES
Marius Morin
216 pages • 19,95 \$

Ce livre aborde sans détour les questions brûlantes auxquelles, un jour ou l'autre, nous sommes tous confrontés: l'origine de l'univers, le sens de la vie et de la mort, le scandale du mal et de la souffrance, l'éventualité d'une vie après la mort, l'utilité de la religion, etc.



L'ISLÂM:
LES VALEURS COMMUNES
AU JUDÉO-CHRISTIANISME
Diane Steigerwald
312 pages • 28,95 \$

S'efforçant d'éliminer les préjugés, cet ouvrage permet de découvrir les affinités de l'éthique musulmane avec celle du judéo-christianisme sur différents thèmes: la tolérance, la fraternité, la foi, la prière, la Prophétie, la Justice et la mort.



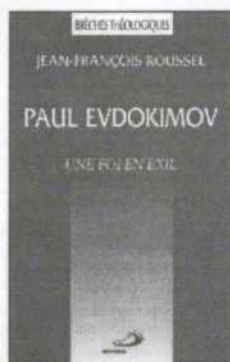
COMPRENDRE
CE QUE JE CROIS
Marie-Thérèse Nadeau
160 pages • 19,95 \$

Qu'est-ce que la théologie? La théologie est-elle une science? Quels ont été les grands virages de la théologie au cours des âges? À quoi peut-on s'attendre dans les décennies à venir? Un ouvrage de base, pour aider les croyants à comprendre ce qu'ils croient.



LA CONVIVIALITÉ
Une interprétation de la spiritualité de la libération chez Gustavo Gutiérrez
Denise Desrochers
184 pages • 21,95 \$

L'auteure présente la spiritualité de la libération chez Gustavo Gutiérrez, auteur latino-américain, comme un art de vivre l'Évangile aujourd'hui et fait l'interprétation de cette nouvelle spiritualité. Où que nous soyons, nous sommes tous et toutes invités à emprunter ce chemin.



PAUL EYDOKIMOV
Une foi en exil
Jean-François Roussel
256 pages • 23,95 \$

Comment porter, de la manière la plus pertinente et créatrice possible, une tradition orthodoxe millénaire dans l'Occident moderne? Cet ouvrage est une lecture saisissante d'une des théologies orthodoxes les plus singulières du XX^e siècle et les plus lues dans la francophonie.



DERRIDA ET LA THÉOLOGIE
Dire Dieu après la déconstruction
François Nault
Coédition avec Les Éditions du Cerf
280 pages • 29,95 \$

Une théologie est-elle encore possible après la déconstruction de la pensée métaphysique? Cette étude ne cesse de tourner autour de cette question, en interrogeant les écrits de Jacques Derrida et en se laissant interroger par eux.



JUIFS ET CHRÉTIENS À L'ÉCOLE
DE PAUL DE TARSE
Enjeux identitaires et éthiques d'une lecture de Romains 9—11
Alain Gignac
344 pages • 31 \$

Un regard neuf sur Paul, une invitation au dialogue entre Juifs et Chrétiens. Une lecture commune que feraient chrétiens et juifs de Romains 9—11 leur permettrait de réfléchir ensemble sur leur responsabilité éthique face à Dieu et à l'autre.

relations

mars 2000 3,95\$ no 658

SOMMAIRE

face à l'actualité

35

Les conditions gagnantes du gouvernement fédéral (François Rocher) – Un sommet de la jeunesse à la sauce mexicaine (Stéphanie Arsenault) – Marguerite Bourgeoys, un cœur qui bat toujours (Céline Dubé) – La francisation des immigrants: une nouvelle approche (Élisabeth Garant) – Le pape répond au synode de l'Asie (Gregory Gaum)

dossier

41

Trois milliards de femmes

Élisabeth Garant	Trois milliards de femmes	42
L. Guay, D. Matte, F. David	Pauvreté et violence: deux visages, un seul combat	43
Josée Belleau	Un mouvement aux voix multiples	46
Louise Melançon	La prise de parole des femmes chrétiennes	50

en bref

40

articles

54

Jean Pichette	Entre le bien commun et l'intérêt général	54
Jacques Lévesque	L'héritage de Boris Eltsine	56

lectures

60

Conception de la page couverture: Fernand Jutras. Photo: *Friends*, de Diane Ong/SUPERSTOCK
Photo de la page 41: *Head*, d'Alexej von Jawlensky/SUPERSTOCK

NOS PROCHAINES SOIRÉES RELATIONS

À Montréal:

Surplus budgétaire et fiscalité

Au CJF, 25 Jarry Ouest
(métro Jarry ou de Castelnau)
le lundi 20 mars 2000, à 19h30

À Québec:

Le système financier international

Au Centre de spiritualité Manrèse
2370, rue Nicolas-Pinel, Ste-Foy
le lundi 1^{er} mai 2000, à 19h30

Renseignements: à Montréal, 514-387-2541. À Québec, 418-653-6353

Contribution volontaire: 5,00\$